



République d'Haïti

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DÉVELOPEMENT RURAL

(MARNDR)



RÉCENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE

(RGA)



Manuel d'instructions aux agents de terrain

Février 2009

TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS GENERALES	3
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE	5
1.1. OBJECTIFS	6
<i>Objectif global :</i>	6
<i>Objectif spécifique:</i>	6
1. 2. CADRE INSTITUTIONNEL DU RGA	6
1.3. COUVERTURE DU RGA.....	6
1.3.1. ENTITES TERRITORIALES DE BASE DU RECENSEMENT :	6
1.3.2. EXPLOITATION AGRICOLE, C'EST L'UNITE STATISTIQUE.....	7
1.3.3. CAMPAGNE AGRICOLE DE REFERENCE.	10
1. 4. ORGANISATION DU RGA	11
<i>Durée de la Collecte.....</i>	11
<i>Structure organisationnelle.....</i>	11
1.5. CARTOGRAPHIE DES ZONES D'ENQUETE ET TYPOLOGIE DES TERRITOIRES.....	11
DEUXIEME PARTIE : MISSION DE L'AGENT RECENSEUR	12
2.1. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DE L'AGENT RECENSEUR.....	13
2.1.1. TACHES DE L'AGENT RECENSEUR	13
2.1.2. DEVOIRS DE L'AGENT RECENSEUR	13
2.2. DOCUMENTS ET MATERIELS DE TRAVAIL	14
2.3. CONDUITE DE L'ENTREVUE.....	14
2.3.1. DEMARCHE INTRODUCTIVE.....	14
<i>Principes pour un bon déroulement de l'enquête</i>	14
<i>Conseils pour établir de bons rapports avec l'enquête</i>	14
<i>Conseils pour conduire l'interview.....</i>	15
2.3.2. REGLES GENERALES DE COLLECTE	16
TROISIEME PARTIE : PRESENTATION ET REMPLISSAGE DU QUESTIONNAIRE.....	18
3.1. PRESENTATION DU QUESTIONNAIRE	19
3.2. REMPLISSAGE DU QUESTIONNAIRE	20
3.2.1. LOCALISATION DE L'EXPLOITATION : (MODULE I)	20
3.2.2. STATUT DE L'EXPLOITATION (MODULE II)	21
3.2.3. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'EXPLOITANT (MODULE III).....	22
3.2.4. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'EXPLOITATION (MODULE IV)	25
3.2.5. PARCELLAIRE AGRICOLE (MODULE V)	28
3.2. 6 ELEVAGE (MODULE VI)	41
3.2.7. MAIN-D'ŒUVRE (MODULE VII).....	43
3.2.8. EQUIPEMENT ET MATERIEL DE L'EXPLOITATION (MODULE VIII).....	47
3.2.9. INFORMATIONS SUR LE CREDIT AGRICOLE (MODULE IX).....	48
3.2.10. VULGARISATION ET CONSEIL (MODULE X).....	49
ANNEXE	51

Considérations Générales

En Haïti, il existe une carence aiguë en données statistiques agricoles fiables, alors que l'agriculture joue un rôle prépondérant dans l'économie du pays. On estime que 25 à 30 % du produit Intérieur Brut (PIB) provient du secteur agricole et que ce secteur occupe deux tiers de la population économiquement active. Compte tenu de la diversité des régions et des systèmes de productions animales ou végétales, le besoin d'avoir des informations pertinentes pour la planification ou la mise en œuvre de politiques de développement du secteur agricole et du monde rural se fait de plus en plus sentir. Les données sur l'agriculture haïtienne remontent principalement au Recensement Général de la Population, du Logement et de l'Agriculture de 1971 et au Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1982, réalisés par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). D'où la grande nécessité de renouveler avec le Recensement Général de l'Agriculture (RGA) les statistiques de ce secteur qui a, évidemment, beaucoup changé ces dernières décennies.

En effet, le rôle de l'information statistique est déterminant pour l'évaluation des réalisations et l'établissement des choix et des prises de décision pour une meilleure allocation des ressources, surtout dans le contexte actuel national de sortie de crise. Une connaissance plus approfondie du secteur agricole, sur la base d'informations statistiques de bonne qualité, pertinentes et variées, par les différents acteurs économiques est nécessaire pour asseoir leurs stratégies d'intervention sur des bases solides.

Un recensement de l'agriculture est une opération statistique couvrant l'ensemble du pays, permettant de collecter, traiter et diffuser des données structurelles sur le secteur agricole. Les données sur la production seront collectées directement auprès des exploitants agricoles alors que celles qui concernent la géographie, les conditions socio-économiques, les infrastructures et services communautaires, les potentialités, les vocations et les programmes de développement seront recueillies à partir de focus groupes dans les sections communales.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le Projet de Recensement Général de l'Agriculture en Haïti, qui vise principalement à:

- ✓ conduire le recensement général sur l'agriculture, en tant que secteur primaire;
- ✓ contribuer à la mise en place d'un Système Permanent de Statistiques Agricoles ;
- ✓ renforcer les structures et le système d'information agricole et alimentaire et mettre en place un système d'information géographique agricole et rural ;
- ✓ mettre à la disposition des décideurs et des utilisateurs privés et publics des informations permettant d'apporter un éclairage et de stimuler les actions de développement rural durable, de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

La réussite d'une telle opération dépend fondamentalement de la qualité des données qui seront collectées. Ce succès dépend finalement **de la qualité de la prestation de l'Agent Recenseur**. Ce dernier joue le rôle de pierre angulaire de l'édifice. Ainsi, Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARDNR), à la fois Maître d'Ouvre et Maître d'Ouvrage de l'Opération, attend de lui de grandes qualités, telles que : une capacité d'organisation, un sens élevé des relations humaines, un esprit de discipline aigu, une grande capacité personnelle de travail et aussi un esprit d'engagement poussé.

La méthodologie du RGA est conçue en conformité avec les directives techniques récentes de la FAO relatives au Programme du Recensement Mondial de l'Agriculture 2010. Elle prend également pleinement en compte les spécificités du contexte haïtien et les expériences des institutions et experts haïtiens, tout particulièrement de l'IHSI et du Centre National de l'Information Géo-Spatiale (CNIGS).

Le présent manuel a pour but de guider l'**Agent Recenseur** tout au cours de la période de collecte des données. C'est un document essentiel auquel il doit toujours se référer pour résoudre les éventuelles difficultés de terrain. Il comporte trois parties brièvement présentées ci-après.

La première partie, intitulée « Présentation du Recensement Général de l'Agriculture » traite des objectifs du recensement, du cadre institutionnel, de la couverture de l'opération au point de vue territorial et exploitation agricole, de la cartographie et de la typologie des territoires.

La deuxième partie décrit la mission de l'Agent Recenseur. Elle inclut : les obligations et responsabilités de l'Agent, ses documents et matériels de travail et la conduite de l'entrevue.

La troisième partie présente le questionnaire, c'est-à-dire les modules auxquels se réfèrent les questions et explique son remplissage.

**Première partie : PRESENTATION DU RECENSEMENT GENERAL
DE L'AGRICULTURE**

1.1. Objectifs

Objectif global :

L'objectif global du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) est de **contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire**, à partir de stratégies plus efficaces, définies et mises en œuvre sur la base d'informations statistiques structurelles, fiables, pertinentes et actuelles et **à l'établissement d'un système d'information** pouvant stimuler la croissance du secteur agricole et dynamiser l'espace rural.

Objectif spécifique:

L'objectif spécifique du Projet est de **renforcer le Système National de Statistiques Agricoles et d'améliorer la disponibilité des données agricoles**, à partir des informations générées et leur diffusion comme élément de la mise en place d'un système permanent de production de statistiques agricoles.

1. 2. Cadre institutionnel du RGA

Le Projet Recensement Général de l'agriculture est régi par l'Arrêté paru dans le Moniteur du 23 octobre 2008, Volume 163 No 97. Sa mise en œuvre requiert une synergie d'acteurs impliqués dans l'agriculture, pour sa pleine réussite. Ce recensement est appuyé par :

- **le Comité National d'Orientation du RGA**, institué dans le but d'appuyer l'Opération au plus haut niveau ;
- **le Comité d'Appui Technique et de Pilotage (CATP)**, qui appuie techniquement le Bureau Central du Recensement de l'Agriculture (BCRA) dans la définition de l'approche méthodologique. Il inclut principalement l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et le Centre National de l'Information Géo-Spatiale (CNIGS) ;
- **le Bureau Central de Recensement Agricole (BCRA)**, qui est l'organe chargé de planifier et d'exécuter toutes les activités du recensement sur tout le territoire national, à travers les **cellules départementales du RGA** qui assurent la coordination au niveau départemental.

1.3. Couverture du RGA

1.3.1. Entités territoriales de base du recensement :

Le Recensement Général de l'Agriculture couvrira l'ensemble des exploitations agricoles du pays. Il se déroulera donc, comme il a été précisé antérieurement, sur l'ensemble du territoire national.

- ✓ **Section communale** : C'est la collectivité territoriale de base. C'est une subdivision de la commune, organisée en quartiers, habitations et localités. Le RGA divise la Section communale en Section d'énumération (SDE) qui représente une zone d'intervention lors de la collecte, composée d'environ 150 ménages. Le découpage en SDE a été conçu et utilisé par l'IHSI, lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2003.
- ✓ **Habitation** : c'est un espace physico-naturel compris dans les limites des sections communales ; elle désigne un domaine agricole avec ses plantations, ses maisons et

ses bâtiments d'exploitation. En effet, les habitations que l'on retrouve à l'intérieur des sections communales sont des agglomérats plus ou moins définis, dont le nom du chef de famille devient souvent le patronyme de la portion occupée. Les habitations peuvent contenir plusieurs localités.

- ✓ **Quartier** : Localité très développée d'une section communale qui tend à devenir une petite ville.
- ✓ **Villes à caractère rural** : ce sont des petites villes, généralement chef lieu de communes. Les activités agricoles restent prédominantes au niveau des ménages qui y habitent

1.3.2. Exploitation agricole, c'est l'Unité statistique

« Une exploitation agricole est une **unité économique de production agricole** soumise à **une direction unique** et comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et toute la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole, indépendamment du titre de possession, du mode juridique ou de la taille ».

Unité de production :

L'unité de production est constituée :

- ✓ Soit de parcelles de terres emblavées en cultures annuelles ou de plantation d'arbres (vergers) ;
- ✓ Soit d'arbres dispersés ;
- ✓ Soit d'animaux ;
- ✓ Soit de bassins destinés à l'aquaculture ;
- ✓ Soit d'une combinaison de deux ou de plusieurs facteurs de production.

Les éléments suivants se rapportent à l'identification de l'exploitation et permettent d'évoquer certains cas particuliers:

- ✓ Une exploitation peut être sans terre agricole. C'est le cas général des établissements d'accoupage ou des exploitations d'élevage ;
- ✓ Dans certains cas, des exploitations sont prises en main par des personnes n'ayant aucun droit à l'utilisation de la terre, à l'exception des produits des arbres qui y poussent ;
- ✓ Un ménage correspond en principe à une seule exploitation;
- ✓ Si un membre d'une coopérative, d'une institution religieuse ou d'un clan se voit attribuer une unité de production distincte, dont il assume la direction et l'entière responsabilité technique et économique, cette unité constitue une exploitation.

Les unités économiques qui se consacrent exclusivement aux activités énumérées ci-après ne sont pas considérées comme des exploitations agricoles:

- ✓ Chasse, piégeage et multiplication du gibier ;
- ✓ Sylviculture et exploitation forestière ;
- ✓ Pêche ;
- ✓ Services agricoles.

L'exploitation peut contenir un ou plusieurs blocs, situés dans une ou plusieurs divisions territoriales ou administratives, à condition qu'ils partagent les mêmes moyens de

production, tels que la main-d'œuvre, les bâtiments agricoles, les machines ou animaux de trait utilisés pour l'exploitation.

En bref, dans le cadre du RGA l'exploitation est assimilée à **une unité de production** répondant à certaines conditions : **direction unique, utilisation des mêmes moyens de production et une taille minimale.**

Direction unique

La direction unique est assurée par une personne physique ou morale, appelée exploitant, à qui reviennent, en dernier ressort, l'initiative, la responsabilité technique et la responsabilité économique. Elle peut encore être exercée par un particulier, par un ménage, conjointement par deux ou plusieurs particuliers ou ménages, par un clan ou par une famille, ou par une personne morale telle que société, entreprise collective, coopérative ou organisme d'Etat. Elle a l'exclusivité du droit de regard et de décision pour tout ce qui peut engager l'avenir économique de l'exploitation.

Il est à rappeler que ladite direction unique peut déléguer à un gérant son pouvoir de décision, pour une ou plusieurs activités relevant habituellement de sa compétence.

Normalement, une unité est considérée comme une exploitation agricole s'il s'agit d'une unité de production agricole au moment du recensement. Cependant, Il existe des cas particuliers pour les exploitations impliquant des ménages :

- ✓ Si un ménage a vendu toutes ses terres et tous ses animaux pendant l'année de référence du recensement, il n'est plus une unité de production agricole et n'est donc pas assimilé à une exploitation agricole. Le ménage qui exploite la terre et les animaux au moment du recensement représente l'exploitation agricole et doit signaler toutes les activités de production végétale et animale effectuées durant l'année de référence.
- ✓ Si un ménage loue des terres pour les cultiver durant une saison donnée, alors que le recensement a lieu durant une autre saison, le ménage devrait être considéré comme exploitation agricole, même s'il ne pratique pas d'activités de production agricole au moment du recensement. Dans ce cas, le ménage signalera les activités agricoles durant l'année de référence (voir campagne agricole de référence, page 12), à la manière habituelle.
- ✓ Il arrive qu'un ménage qui possède une pièce de terre l'exploite lui-même durant l'été et la loue à un autre ménage qui la cultive pendant l'hiver. Dans ce cas, la pièce de terre sera signalée comme faisant partie de la superficie de l'exploitation des deux ménages.

Utilisation des mêmes moyens de production :

C'est une certaine autonomie ou indépendance quant à l'utilisation de la main d'œuvre ou du matériel agricole dans toutes les parties constitutives de l'exploitation. Les moyens de production ne sont pas considérés communs dans les deux cas suivants :

- ✓ Impossibilité technique d'utiliser les mêmes moyens (distance, ...);
- ✓ Volonté de séparer les moyens de production.

Taille minimale de l'exploitation :

Ne seront enquêtées comme exploitations que les unités de production atteignant ou dépassant une unité conventionnelle appelée « **unité exploitation** » et désignée taille minimale.

L'unité exploitation est une mesure permettant d'exprimer simultanément les superficies et/ou les arbres dispersés et/ou les animaux d'une exploitation, qui permettrait de réaliser **un revenu annuel net d'environ 5000 gourdes**. Le niveau très bas de cette valeur permet de couvrir la quasi totalité des exploitants agricoles et permet aussi d'avoir un filtre uniforme pour toutes les régions d'Haïti. Cette unité, calculée sur la base du revenu moyen procuré par chacun des facteurs, est égale à :

- ✓ 4 centièmes de carreau de Surface Agricole Utile (SAU) non irriguée ;
- ✓ 1,5 centième de carreau de Surface Agricole Utile (SAU) irriguée ;
- ✓ 5 arbres équivalents manguier pour les arbres en usufruit ;
- ✓ 1 vache (Bœufs) ;
- ✓ 3 caprins ou ovins (femelles reproductrices) ;
- ✓ 3 porcins (femelles reproductrices) ;
- ✓ 15 poules ;
- ✓ 5 ruches ;
- ✓ 5 lapins (femelles reproductrices).

Cette taille minimale, équivalente à une «unité exploitation», est atteinte si au moins un seul élément (terres, arbres, animaux) atteint ou dépasse le seuil correspondant ci-dessus ou si la somme des fractions d'unité correspondantes à chaque élément est égale ou supérieure à 1.

Exemple 1 : un exploitant déclare exploiter : 1 centième de terre non irriguée contenant 1 avocatier, 1/2 centième de terre irriguée, 1 chèvre et 3 poules.

<i>Eléments constitutifs</i>	<i>Equivalent unité exploitation</i>
1centièmes de terre non irriguée	0.25
1/2 centième de terre irriguée	0.33
1 chèvre	0.33
1 avocatier (parcelle comptabilisée)	0.00
3 poules	0.20
Nombre unité exploitation (UE)	1.11 plus de 1 UE)

Exemple 2 : Un agriculteur déclare exploiter 1 centième de terre non irriguée, 3 poules et une chèvre.

<i>Eléments constitutifs</i>	<i>Equivalent unité exploitation</i>
1,5 centième de terre non irriguée	0.37
3 poules	0.20
1 chèvre	0,33
Nombre unité exploitation (UE)	0.90 (moins d'une unité exploitation)

Exemple 3 : Une dame déclare avoir 1 centième de terres agricoles depuis la mort de son mari il y a 2 ans, 1 abricotier se trouve sur cette parcelle. Elle possède aussi 2 chèvres, une Truie et 6 poules.

<i>Eléments constitutifs</i>	<i>Equivalent unité exploitation</i>
1 centième de terres	0.25
1 abricotier (parcelle comptabilisée)	0,00
2 chèvres	0.66
1 truie	0.33
6 poules	0,40
Nombre unité exploitation (UE)	1.64 (plus d'une unité exploitation)

Exemple 4 : une dame déclare avoir 1 chèvre avec son petit (moins de 1 an) et une truie qui a donné une portée de 3 jeunes porcs et 5 poules reproductrices et 7 poussins, ces animaux sont élevés dans un jardin lakou de 1.5 centième abandonné depuis plus de 2 ans par ailleurs elle possède 2 amandiers en usufruit.

<i>Eléments constitutifs</i>	<i>Equivalent unité exploitation</i>
1.5 centièmes en jachère temporaire	0.37
2 amandiers	0,40
1 chèvre	0.33
1 truie	0.33
5 poules	0.33
Nombre unité exploitation (UE)	1.76 (plus d'une unité exploitation)

NB. Les arbres sont comptabilisés dans le calcul de seuil minimal seulement lorsque l'exploitant a le droit de disposer de leur production (usufruit) sans être titulaire de la terre.

1.3.3. Campagne agricole de référence.

Dans tous les recensements et enquêtes, les renseignements collectés se rapportent à une période ou une date déterminée. Pour le recensement agricole, cette période de référence est la campagne agricole. Qu'est ce qu'une campagne agricole ?

Du point de vue de la pratique agricole, c'est la période durant laquelle s'accomplit un cycle végétatif normal. Ce cycle est compris entre le début des semis et la récolte pour les cultures annuelles.

La campagne agricole se réfère à la culture de plusieurs spéculations agricoles en 1, 2 ou 3 saisons qui s'étalent **sur 12 mois calendaires**.

Du point de vue du Recensement Général de l'Agriculture, la campagne agricole est considérée comme la période de référence la plus appropriée pour laquelle les enquêtés se rappellent plus facilement leurs activités agricoles comme des activités saisonnières. Aux fins du recensement agricole, il est impérieux de limiter dans le temps la campagne agricole de référence.

Pour le RGA, l'année ou la campagne agricole de référence va du **1^{er} mars 2008**, début de la période de semis, au **28 février 2009**, la date de la fin de la campagne agricole retenue par le recensement.

1. 4. Organisation du RGA

Durée de la Collecte

La collecte des données se déroulera durant une période d'environ six mois. Elle sera précédée d'une formation de 4 jours à l'intention des enquêteurs et des contrôleurs. Seuls les agents de terrain ayant suivi la formation et réussi le test sanctionnant la formation seront habilités à commencer les activités de collecte.

Structure organisationnelle

En vue de mener à bien les opérations de collecte de données, l'organisation hiérarchique du personnel de terrain est établie comme suit :

- a- Bureau central du RGA (Coordination) –
- b- Direction et Sous-Direction Départementale Agricole/ODVA,
- c- Chef de Service Statistique et / ou superviseur,
- d- Contrôleur,
- e- Enquêteur. (au niveau d'une partie ou de la totalité d'une section communale et/ou une ville et/ou un quartier)

1.5. Cartographie des zones d'enquête et typologie des territoires

Le Recensement Général de l'Agriculture (RGA) est une enquête exhaustive qui vise l'ensemble des exploitants agricoles du pays. Il se déroulera au niveau des sections communales, des quartiers et des bourgs ou villes à caractère rural. La configuration spatiale diffère entre le milieu rural et le milieu urbain. En milieu rural, l'activité principale est l'agriculture, il est plus aisé d'y mener une telle opération.

L'enquêteur aura une zone d'intervention bien déterminée et délimitée sur une carte.

La zone d'enquête peut être une ville rurale, un quartier, une partie ou la totalité d'une section communale composée de sections d'énumération (SDE).

La cartographie permet d'éviter le double emploi ou l'omission d'espace. L'enquêteur devra couvrir totalement sa zone de travail, c'est-à-dire enquêter tous les exploitants appartenant à sa zone d'intervention.

Au niveau des zones urbanisées (grandes villes ou zones limitrophes des grandes villes) où la quasi-totalité des habitants ne pratique pas l'agriculture, il sera fastidieux de faire un ratissage de l'ensemble des ménages, il y aura alors recours à des personnes ressources (Maire, notables, ASEC ou CASEC, personne leader) pour localiser les exploitants agricoles dans chacune des zones à caractère urbain.

La durée d'intervention dans une zone d'enquête dépendra de sa dimension géographique. Elle peut donc varier de trois à six mois.

Deuxième partie : MISSION DE L'AGENT RECENSEUR

2.1. Obligations et responsabilités de l'agent recenseur

2.1.1. Tâches de l'Agent Recenseur

L'Agent Recenseur a pour mission de réaliser l'enquête au niveau de sa zone d'enquête, qui est normalement une section communale. Cette zone d'enquête peut être aussi, dépendamment de la dimension géographique, une partie d'une section communale ou un quartier, une section d'énumération ou un chef lieu de commune.

Les principales tâches de l'Agent Recenseur sont les suivantes :

- ⇒ Effectuer le repérage et la délimitation de son aire d'intervention ;
- ⇒ Préparer avec les personnes ressources de la zone une liste des exploitations considérées comme grandes au niveau de la zone.
- ⇒ Administrer le questionnaire selon les normes requises et en fonction des instructions reçues ;
- ⇒ Interroger l'exploitant ou un membre du ménage de l'exploitant ou le gérant, selon les indications données dans le questionnaire ;
- ⇒ Veiller à la qualité des informations collectées ;
- ⇒ Vérifier les questionnaires après chaque entrevue et les transmettre au contrôleur de sa zone pour contrôle dans un sac en plastique qui porte l'identification complète de la zone d'enquête (Département, arrondissement, commune, section communale ou ville ou quartier, zone d'enquête) et de l'enquêteur ;
- ⇒ Tenir à jour le carnet de tournée.
- ⇒ Remettre tous les matériels réutilisables mis à sa disposition, au terme de la période de collecte ou à la cessation éventuelle de sa collaboration.

2.1.2. Devoirs de l'Agent Recenseur

L'Agent Recenseur doit respecter les principes suivants :

- ⇒ Maîtriser les concepts, les définitions ainsi que les instructions contenus dans le présent manuel ;
- ⇒ Avoir toujours le manuel à portée de main ;
- ⇒ Respecter l'organisation hiérarchique du personnel du RGA ;
- ⇒ Utiliser correctement et uniquement dans le cadre du RGA les matériels de travail qui lui sont remis ;
- ⇒ Prévenir à temps son contrôleur ou son superviseur des besoins en matériels et questionnaires ;
- ⇒ Reprendre un questionnaire chaque fois que le contrôleur ou le superviseur le lui demandent ;
- ⇒ Ne jamais confier sa tâche à une tierce personne ;
- ⇒ Respecter le principe de confidentialité du recensement ;
- ⇒ Respecter scrupuleusement les clauses du contrat signé avec la structure du Recensement ;
- ⇒ Ne jamais pénétrer chez un exploitant agricole en dehors du cadre du Recensement ;
- ⇒ Interviewer l'exploitant chez lui ou sur son exploitation ;
- ⇒ Ecrire lisiblement les informations collectées dans le questionnaire ;
- ⇒ Ne pas abîmer les matériels de travail qui lui sont confiés.

2.2. Documents et matériels de travail

Les documents et matériels de travail suivants seront mis à la disposition de l'Agent Recenseur :

- ⇒ Manuel d'Instructions aux agents de terrain : il résume l'ensemble des instructions relatives à l'organisation du travail de terrain et l'administration efficace du questionnaire.
- ⇒ Questionnaire d'Enquête : C'est l'instrument de collecte qui sera utilisé pour l'enregistrement des informations recueillies auprès des enquêtés.
- ⇒ Carnet de tournée.
- ⇒ Badge d'Identification : Cette carte permet l'identification de l'Agent Recenseur sur le terrain. Il doit la porter constamment.
- ⇒ Carte de zone d'enquête ou de travail : carte qui délimite la zone de travail de l'Agent Recenseur, où se trouvent les exploitants qu'il doit enquêter.
- ⇒ Matériel de travail : plumes bleues ou noires, sacs en plastique, clipboard, cartables, calculatrice, bordereau de transmission des matériels.

2.3. Conduite de l'entrevue

Conduire une entrevue avec succès n'est pas un exercice mécanique. Chaque entrevue est une nouvelle source d'informations, il faut donc la rendre intéressante et agréable. L'art d'enquêter se développe avec la pratique, mais il existe certains principes de base que les enquêteurs doivent suivre pour mener à bien la collecte. Ce chapitre porte sur les directives générales relatives aux bons rapports à établir avec les enquêtés et à la manière de réussir une entrevue.

2.3.1. Démarche introductive

Principes pour un bon déroulement de l'enquête

Le respect des cinq principes suivants est fondamental :

- ⇒ Ne jamais commencer les entretiens au niveau de la **zone d'enquête** sans avoir rencontré au préalable les autorités administratives et traditionnelles concernées ;
- ⇒ Commencer par enquêter d'abord les exploitants les plus disponibles. Ils pourront éventuellement faciliter la tâche auprès des autres exploitants ;
- ⇒ Bien connaître les objectifs de l'enquête et bien maîtriser aussi les concepts employés dans le questionnaire. Une mauvaise connaissance du sujet crée un doute chez l'enquêté et peut faire naître des réticences même chez celui qui était disposé à coopérer ;
- ⇒ Maintenir toujours une attitude courtoise et savoir s'intégrer dans son milieu de travail ;
- ⇒ **Ne jamais faire de promesses.**

Le questionnaire est rédigé en créole. L'entrevue doit se réaliser obligatoirement dans le vernaculaire.

Conseils pour établir de bons rapports avec l'enquêté

Règles de base

Il est nécessaire d'établir de bons rapports avec l'enquêté et de respecter les règles de base suivantes.

- ⇒ En principe, l'enquêté et l'Agent Recenseur sont généralement étrangers l'un à l'autre. Par conséquent, l'une des principales tâches de l'Agent est « d'établir la confiance ». La première impression que l'enquêté aura de l'Agent influera sur sa bonne volonté à coopérer. La tenue doit être propre, correcte et l'attitude, respectueuse et aimable.
- ⇒ Faire dès le début une bonne impression. Quand on aborde l'enquêté pour la première fois, faire de son mieux pour le mettre à l'aise. Avec quelques paroles bien choisies, on peut mettre l'enquêté dans un état d'esprit favorable pour l'entrevue. On commence l'entretien avec un sourire et une salutation en disant « Bonjour Madame ou Bonsoir Monsieur », puis on se présente.
- ⇒ Par exemple, une bonne présentation pourrait être : « Bonjour Madame, je m'appelle Mr ou Mme ou Mlle Je représente le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement Rural (MARNDR) (en présentant son badge). Vous avez dû entendre parler du Recensement Général de l'Agriculture. Votre exploitation fait partie de ce recensement et je voudrais vous entretenir à ce sujet. »
- ⇒ Avoir toujours une approche positive.
- ⇒ Ne jamais utiliser des expressions telles que « Etes-vous trop occupé ? » ou « Pourriez-vous m'accorder quelques minutes ? » ou « Cela vous dérangerait-il de répondre à quelques questions ? ». De telles questions risquent d'entraîner un refus avant même de commencer. Dire plutôt à l'enquêté, « Je voudrais vous poser quelques questions » ou « Je voudrais vous parler quelques instants ».
- ⇒ Avant d'accepter l'entrevue, l'exploitant peut poser quelques questions concernant le recensement. L'Agent Recenseur sera direct et aimable en répondant. L'enquêté peut également s'inquiéter de la durée de l'entrevue. On lui donnera des réponses claires, sans manifester le moindre énervement. L'enquêteur aura sur lui sa carte d'identité, son badge et n'hésitera pas à les présenter sur simple demande de son interlocuteur.
- ⇒ Faire toujours preuve de sérieux pour son travail, en respectant strictement les dates et les heures de rendez-vous convenues avec les exploitants. Si on ne peut pas honorer un rendez-vous, on doit le signaler à l'enquêté avant la date fixée pour qu'il n'attende pas vainement.

Conseils pour conduire l'interview

- ⇒ *Neutralité pendant toute l'interview.*
 - La plupart des gens sont polis et ont tendance à donner des réponses qu'ils pensent que l'Agent Recenseur souhaiterait entendre. Par conséquent, il est très important que l'on reste absolument **neutre** en posant les questions. Par l'expression du visage ou le ton de la voix, ne jamais donner à penser à l'enquêté qu'il a fourni la réponse juste ou fausse à la question. Ne jamais donner l'impression d'approuver ou de désapprouver une des réponses de l'enquêté.
 - Les questions du Recensement sont toutes soigneusement formulées pour être neutres. Elles ne suggèrent pas qu'une réponse soit plus probable ou préférable à une autre. Il faut lire complètement toute la question, pour garder cette neutralité.
 - Si l'enquêté donne une réponse ambiguë, essayer de l'approfondir de façon neutre, en lui posant par exemple la question : « Pouvez-vous expliquer un peu plus ? ».
- ⇒ *Suggestion de réponses aux enquêtés*
 - Si la réponse d'un enquêté n'est pas pertinente, ne pas l'aider en disant quelque chose comme « je suppose que vous voulez dire que ... n'est-ce pas ? ». Très souvent, il sera

d'accord avec cette interprétation de sa réponse, même si ce n'est pas le cas. On doit plutôt approfondir le problème de façon à ce que l'enquêté lui-même trouve la réponse pertinente.

- En principe, on ne doit jamais lire la liste des réponses codées à l'enquêté même s'il a des difficultés à répondre, car très souvent il sera d'accord avec la proposition. Néanmoins, l'Agent pourra le faire dans certains cas que le manuel précisera.

⇒ *Formulation et séquence des questions*

La formulation des questions et leur séquence dans le questionnaire doivent en principe être respectées. Si l'enquêté a mal compris une question, l'enquêteur doit répéter la question lentement et clairement. S'il persiste à ne pas comprendre, on doit reformuler la question en prenant soin de ne pas modifier le sens de la question d'origine.

⇒ *Traitement avec tact des enquêtés hésitant*

- Dans certains cas, l'enquêté dira simplement « je ne sais pas », et donnera une réponse non pertinente, semblera s'ennuyer ou être désintéressé, contredira quelque chose qu'il a dit précédemment, ou encore refusera de répondre à la question. Dans de tels cas, il est du devoir de l'enquêteur de raviver son intérêt pour la conversation. Par exemple, si on sent qu'il est intimidé ou effrayé, essayer de le remettre en confiance avant de poser la question suivante. Passer quelques instants à parler de choses sans rapport avec l'enquête (par exemple, sa ville ou son village, le temps, ses activités quotidiennes, etc.).
- Si l'enquêté donne des réponses non pertinentes ou compliquées, l'Agent Recenseur ne l'arrêtera pas brusquement ou impoliment, mais continuera à l'écouter. Puis, il essaiera de le guider doucement vers la question de départ. Une bonne ambiance doit être maintenue durant toute l'entrevue. On parvient à la meilleure ambiance pour une entrevue lorsque l'enquêté considère l'enquêteur comme une personne aimable, réceptive et sympathique qui ne l'intimide pas, et à qui il peut tout dire sans se sentir intimidé ou embarrassé.

⇒ *Rythme de l'interview*

Poser bien et calmement les questions pour que l'enquêté comprenne bien ce qu'on lui demande. Après avoir posé une question, attendre l'enquêté et lui donner le temps de réfléchir. Si l'enquêté se sent bousculé et qu'on ne lui permet pas de formuler sa propre opinion, il peut répondre « je ne sais pas » ou donner une réponse inexacte. Si l'on pense que l'enquêté répond sans réfléchir, simplement pour hâter l'entrevue, il faut l'amener avec tact à plus de coopération.

2.3.2. Règles générales de collecte

Tout au long de la collecte des données, l'Agent Recenseur doit remplir avec le plus grand soin les questionnaires en suivant ces règles :

- ⇒ Enregistrer tout exploitant, quel que soit son âge ou son état physique. (Considérer les conditions de sélection d'un exploitant) ;
- ⇒ Eviter le double compte (c'est-à-dire ne pas enquêter deux fois le même exploitant) et les omissions ;
- ⇒ Aider, si nécessaire, les enquêtés à bien comprendre les questions et à bien répondre sans pour autant orienter leurs réponses ;

- ⇒ Ne pas poser de questions dont la réponse est évidente ;
- ⇒ Au cours de l'entrevue, user de son sens critique pour déceler certaines anomalies ou invraisemblances dans les réponses et assurer la bonne qualité des données recueillies. Les déclarations d'une même personne ne devraient pas être contradictoires ;
- ⇒ Ne pas gaspiller les formulaires, ni les abîmer car ils sont en nombre limité. Mettre le ou les chiffre(s) dans les cases de manière la plus claire possible, afin d'éviter toute confusion ;
- ⇒ Pour corriger un renseignement erroné, le barrer proprement d'un seul trait et inscrire le nouveau au-dessus, le renseignement barré doit rester lisible ;
- ⇒ En cas d'absence d'un exploitant, continuer normalement le travail, mais ne pas oublier de repasser dans cette exploitation au cours de l'enquête jusqu'à ce que les renseignements soient obtenus ;
- ⇒ Si personne au voisinage ne peut renseigner l'enquêteur, ce dernier en informera le contrôleur. Ce fait doit être noté sur le questionnaire. L'utilisation de toute autre feuille est interdite ;
- ⇒ Avant de commencer son travail, l'Agent Recenseur vérifie si son dossier est complet ;
- ⇒ A la fin de chaque journée de travail, l'Agent Recenseur vérifiera si tous les questionnaires de la journée sont bien remplis, que la date de la journée a été portée à la dernière page ;
- ⇒ Les questionnaires réalisés pendant la journée doivent être inscrits sur le **carnet de tournée**.
- ⇒ Après avoir réalisé l'entrevue, l'Agent Recenseur procèdera à une révision du questionnaire afin de déceler d'éventuelles erreurs ou des omissions dans l'information collectée. Ensuite, il remettra les questionnaires complets et révisés au contrôleur pour approbation. Si, en dépit de tout, des erreurs ont été détectées par le contrôleur ou le superviseur, les questionnaires concernés seront remis à l'Agent Recenseur pour une nouvelle visite chez l'exploitant en vue de corriger ou de compléter.

**Troisième partie : PRESENTATION ET REMPLISSAGE DU
QUESTIONNAIRE**

3.1. Présentation du questionnaire

Le questionnaire est l'instrument de collecte des données sur le terrain. Le questionnaire de l'enquête exploitation du Recensement Général de l'Agriculture comporte un ensemble de questions regroupées en 10 modules, brièvement décrits ci-après.

Module I (Localisation de l'exploitation) : Ce module permet de situer géographiquement l'exploitation, du département à la Section Communale/Quartier/Ville. Il mentionne également le code de la Zone d'Enquête (ZE) et le numéro d'ordre de l'exploitation en question.

Module II (Statut de l'exploitation) : Ce module permet entre autres de comprendre le mode d'appartenance, individuelle ou collective, des exploitations agricoles et d'avoir une idée de leur mode de gestion.

Module III (Caractéristiques générales de l'exploitant) : Ce module permet d'identifier l'exploitant, à partir de son état matrimonial, son lieu de résidence, son niveau d'éducation, son expérience agricole, la taille de son ménage par sexe et par groupe d'âge.

Module IV (Caractéristiques générales de l'exploitation) : Ce module prend en compte l'unité de mesure utilisée par l'exploitant pour évaluer ses terres, les activités agricoles et para-agricoles de l'exploitation, l'objectif de la production et les principales entraves au développement de l'exploitation.

Module V (Parcellaire) Ce module permet de collecter les informations suivantes :

- *La superficie de chaque parcelle*
- *La situation juridique de chaque parcelle*
- *Le mode de faire-valoir des terres*
- *L'irrigation des terres*
- *Les spéculations agricoles et l'occupation du sol*
- *L'utilisation d'engrais*
- *Le nombre d'arbres productif et non productif*

Module VI (Elevage) : Ce module permet d'avoir des informations sur les différentes espèces animales exploitées au niveau de l'exploitation, y compris l'apiculture, leur mode d'élevage ainsi que leur capacité de production.

Module VII (Main-d'œuvre) : Ce module permet d'évaluer la main-d'œuvre, familiale et salariale, mobilisée au cours des saisons de culture.

Module VIII (Equipement et matériel de l'exploitation) : Ce module permet de savoir les types de matériels et équipements utilisés dans l'exploitation.

Module IX (Informations sur le crédit agricole) : Ce module permet d'avoir des informations sur les sources de financement des activités agricoles de l'exploitation.

Module X (Vulgarisation et Conseil) : Ce module permet à l'exploitant de donner des informations sur l'utilisation et les besoins d'encadrement de l'exploitation.

3.2. Remplissage du questionnaire

Règles générales du remplissage du questionnaire

- ⇒ Chaque module du questionnaire contient une série de questions qui doivent être posées dans l'ordre et de manière systématique.
- ⇒ Le questionnaire est essentiellement pré-codifié. La transcription du code de la réponse dans les cases prévues à cet effet se fera au moment même de l'entrevue.
- ⇒ Quand il faut inscrire un nombre, il convient de caler ce nombre à droite et de compléter les bacs restant par des 0 (Exemple, si on doit inscrire 21 dans trois bacs, alors on doit procéder comme suit : |_0_|_2_|_1_|. Cette consigne est valable pour toute la codification).
- ⇒ Toute réponse doit être transcrite clairement dans la case correspondante. Si l'exploitant ne répond pas nettement à la question posée, on doit insister à l'aide des explications supplémentaires pour pouvoir trouver l'information convenable.
- ⇒ L'Agent Recenseur se référera toujours à son manuel d'instructions, à son contrôleur communal ou à son superviseur départemental pour tout problème technique. Si nécessaire, il fera de manière précise et concise des observations écrites et pertinentes sur le questionnaire en rappelant au besoin le numéro de la/des question(s) concernée(s).

3.2.1. Localisation de l'exploitation : (Module I)

Ce module permet de situer géographiquement l'exploitation. Il s'agit d'indiquer l'intitulé (si applicable) et le code des entités auxquelles appartient l'exploitation :

- Département, arrondissement, commune, section communale ou quartier ou ville.
- Zone d'enquête
- Numéro d'ordre de l'exploitation au sein de la zone d'enquête

Le code du département, de l'arrondissement, de la commune, de la section communale ou de la ville ou du quartier et de la zone d'enquête figure sur les documents et les cartes mis à la disposition des enquêteurs. Le numéro d'ordre est attribué chronologiquement par l'enquêteur aux exploitations de chaque zone d'enquête.

L'affectation d'une exploitation à une entité administrative se fait selon les règles suivantes :

- ⇒ Dans le cas où l'exploitant travaille des parcelles sur des entités différentes, l'entité retenue sera celle où il habite ou celle où il a du bétail même si la parcelle est plus petite dans cette zone.
- ⇒ Dans le cas où l'exploitant dispose de plusieurs parcelles sur des entités différentes, et sa résidence principale se trouve en dehors de ces zones. L'exploitation sera affectée à l'entité où il a du bétail ou celle où il exploite le plus de superficies agricoles.

3.2.2. Statut de l'exploitation (Module II)

Statut (Question 2.1)

Le statut juridique de l'exploitation se rapporte aux aspects juridiques sous lesquels l'exploitation agricole est gérée. Il se réfère également à d'autres aspects relatifs au type d'exploitation. Une exploitation peut être gérée par un individu simple, conjointement par plusieurs individus, avec ou sans accord contractuel, appartenant aux mêmes ménages ou à différents ménages ou par une personne juridique: société, coopérative, établissement gouvernemental, structure religieuse, etc.

Généralement, on a peu d'informations sur la personne qu'on va interroger ; ce qui pourrait nuire sérieusement au bon déroulement de l'entrevue. C'est pour cela qu'il est important de s'assurer si la personne en question possède ou gère réellement une exploitation agricole avant de commencer à administrer le questionnaire. Ainsi pour éviter tout malaise et toutes confusions, on demande à la personne en question de faire un résumé de ses activités se rapportant à l'agriculture. En ce sens, on pourra déceler si cette personne a ou non une exploitation de statut individuel ou une association de fait, une coopérative, une société ou encore si la taille de l'exploitation décrite correspond aux critères du recensement.

En Haïti, dans la majorité des cas, les exploitations agricoles ont un statut juridique individuel (personne physique) ou des associations de fait. Le statut juridique à caractère collectif (personne morale) telles que : « société, coopérative agricole, structure religieuse ou Organisation d'État » est relativement rare.

Les statuts juridiques les plus prépondérants sont :

- **Exploitation individuelle** : exploitation prise en main par une seule personne, à qui reviennent tous les droits de gérance, de prise de décisions et des responsabilités.
- **Association de fait** : Décision de mettre des biens en commun sans acte juridique.
- **Société**: contrat établi entre des personnes physiques ou morales, aux fins d'investir dans une exploitation agricole. Cette société est soumise aux lois et aux règlements juridiques relatifs aux sociétés.
- **Coopérative agricole** : Coopérative qui exploite une entreprise agricole commune dont les membres attendent un avantage économique. C'est un groupement de personnes et non de capitaux. Une coopérative est régie par un principe de fonctionnement démocratique qui implique la participation de tous les membres à son administration.
- **État** : Ce statut englobe les exploitations agricoles qui reviennent ou appartiennent aux institutions gouvernementales. Exemples: Les pépinières du Ministère de l'Agriculture, les pépinières d'amélioration des semences, les stations expérimentales.
- **Religieux**: Lorsque la responsabilité et la prise des décisions au niveau de l'exploitation revient à une organisation religieuse.

Exemple 1 : *Un père et une mère sont décédés. Ils laissent 6 enfants. L'aîné est un garçon qui habite en permanence sur l'exploitation. Les 5 autres sont des femmes qui habitent ailleurs et autorisent leur frère aîné à travailler leur terre. Le frère est l'exploitant et on est en présence d'une association de fait. Ils ont décidé de mettre leur bien en commun sans acte juridique.*

Exemple 2 : *Monsieur Phillipe est un chauffeur de tap tap à Port-au-Prince. Il possède à Bois-léger (Ganthier) un carreau de terre qu'il confie à son cousin Marc habitant la zone. Pour planter cette terre, Marc reçoit un financement de Philipe pour l'achat des semences et le paiement de la main d'oeuvre. Les récoltes sont partagées en deux parties égales. Le statut juridique de cette exploitation est « Association de fait ».*

Exemple 3 : *À Gilbert, 2eme section communale de Dessalines (Artibonite), un prêtre vaudou quinquagénaire possède 6 blocs en monoculture de riz. Il a 4 femmes parmi lesquelles une principale, plus âgée, qui s'occupe du prêtre vaudou et du partage des terres entre les autres. Les autres femmes exploitent chacune un lopin de terre. Après la récolte, ces femmes apportent une partie de leur produit à la femme principale afin qu'elle puisse nourrir le prêtre vaudou. Nous sommes en présence d'une seule exploitation car c'est la femme principale qui prend les décisions et sait tout ce qui se passe sur les terres. Par conséquent, c'est elle l'exploitant. Les autres femmes font partie d'un seul ménage et prennent des décisions techniques. C'est une exploitation de statut individuel et si les femmes ont des animaux, ils seront affectés à l'exploitation.*

Direction technique (Question 2.2)

En ce qui concerne la direction technique, l'exploitation peut être gérée directement par l'exploitant ou être confiée à un gérant qui assure le suivi et la gestion au quotidien. Notons que le **gérant** est la personne à qui l'exploitant confie une partie des tâches techniques et économiques de l'exploitation en contrepartie d'une rémunération fixe. Attention, il ne faut pas confondre le gérant au métayer qui est lui-même un exploitant car il paie en nature pour avoir accès à la terre.

N.B : Lorsqu'un gérant ne peut donner aucune information sur les caractéristiques générales de l'exploitant, l'agent recenseur doit essayer d'avoir ces renseignements auprès des voisins ou des proches qui connaissent ce dernier et son ménage et contacter l'exploitant par téléphone pour avoir des précisions en cas de besoin.

3.2.3. Caractéristiques générales de l'exploitant (Module III)

Ce module permet d'identifier l'exploitant, lorsqu'il s'agit d'une personne physique (exploitation individuelle ou association de fait) à partir de son état matrimonial, son lieu de résidence, son niveau d'éducation, son expérience agricole, la taille de son ménage ventilée par sexe et par groupe d'âge.

L'exploitant:

Personne physique ou morale responsable de la marche de l'exploitation agricole, des décisions techniques et financières y relatives. Il peut assurer la marche de l'exploitation directement ou confier la responsabilité à un régisseur ou gérant.

Exemple 1 : *Mr Justin cultive du riz sur sa parcelle de 2 carreaux et possède 12 chèvres et 30 poules. Mr Justin s'occupe en parallèle en tant que gérant d'une parcelle de 5 carreaux qui appartient à son cousin qui habite en ville et qui prend les principales décisions quant à l'utilisation de la dite parcelle. Nous avons affaire à deux exploitations distinctes, celle de Mr Justin (l'exploitant est Mr Justin) et celle de son cousin (l'exploitant est le cousin de Mr Justin).*

Exemple 2 : *Mr Daniel cultive ses terres (2 parcelles) en sorgho et élève sur ses terres 5 bovins. Par ailleurs il s'occupe des terres de la famille de sa femme (3 parcelles de 2 carreaux),*

appartenant à sa femme et à ses deux frères qui vivent à l'étranger. Mr Daniel est le seul à prendre des décisions et il se fait payer en nature (part de la récolte). Nous avons affaire dans ce cas à une seule exploitation qui se compose des 2 parcelles de Mr Daniel et des trois parcelles de sa femme et sa famille.

Exemple 3 : Mr Lajoie travaille les terres de la famille de sa femme en indivision (3 parcelles de 2 carreaux et 40 centièmes contre une partie de la récolte) et élève pour son propre compte 5 porcs, 15 chèvres et 60 poules. Lui et sa femme prennent toutes les décisions. Nous avons affaire à une seule exploitation (l'exploitant est Mr Lajoie) et les parcelles sont en MFV indirect.

Identification de l'exploitant (Question 3.1)

L'âge de l'exploitant

L'exploitant, dans bon nombre de cas, ne peut pas donner son âge exact. Dans ce cas, on doit s'informer des événements qui ont accompagné sa naissance pour avoir une estimation approximative de l'âge.

Tableau1: Quelques grands événements et leur période respective

ÉVÈNEMENTS	PÉRIODES
Présidence de Louis BORNO	1924-1928
Présidence d'Eugène ROY	1928-1930
Présidence de Sténio VENCENT	1930-1934
Présidence de Elie LESCOT	1934-1946
Présidence de Dumarsais ESTIME	1946-1950
Présidence de Paul Eugène MAGLOIRE	1950-1956
Présidence de François DUVALIER	1957-1971
Présidence de Jean-Claude Duvalier	1971-1986
Départ de Jean-Claude DUVALIER	1987
Après DUVALIER-Avant ARISTIDE	1987- 1991
Début Présidence de Jean Bertrand ARISTIDE 1	1991
Coup d'État d'Aristide / Embargo	1991-1994
Retour ARISTIDE	1994-1996
Présidence de René Garcia PREVAL 1	1996-2001
Passage Cyclone Iness	1964
Passage Cyclone Flora	1963
Passage Cyclone Azèle	1954

L'âge est calculé en soustrayant l'année de naissance à l'année de recensement (2009) sans tenir compte du mois de naissance. Par exemple, quelqu'un qui est né en 1975 est âgé de :

2009-1975=33 ans. Il faudra insister à chaque fois pour essayer d'obtenir l'âge réel (utiliser éventuellement les pièces d'identité).

L'état matrimonial de l'exploitant (Question 3.2)

Les questions doivent être posées délicatement pour déterminer l'état matrimonial de l'exploitant. Les états matrimoniaux existants, sont les suivants :

- **Placé** : Personne vivant en union libre
- **Vivre avec** : Se dit d'une personne en union maritale mais sans cohabitation permanente avec une autre personne. Cet état matrimonial concerne plus particulièrement les femmes.
- **Veuf**
- **Séparé**
- **Marié**
- **Célibataire**

Le lieu de résidence principal et secondaire (Question 3.3)

Le lieu de résidence principale de l'exploitant sera la demeure où il passe plus de temps ou bien là où il dort le plus souvent. S'il a une autre demeure où il passe parfois quelque temps, celle-ci sera considérée comme un lieu de résidence secondaire. Les localisations possibles des lieux de résidence sont :

- **Dans la section** : Lorsque l'exploitant possède la résidence en question dans la section ou la zone d'enquête même où on réalise l'enquête.
- **Quartier/Ville** : On choisira ce code lorsque l'exploitant a une résidence en ville ou dans un lieu reconnu comme un quartier.
- **Port-au-Prince** : Quand l'exploitant a une résidence dans la capitale du pays.
- **Autre section** : autres sections communales que celle où se trouve l'exploitation.
- **Étranger** : lorsque l'exploitant réside dans un autre pays.

Le niveau d'études (Question 3.4)

Pour connaître le niveau d'étude de l'exploitant, on est amené à lui demander s'il a reçu une éducation primaire, secondaire, universitaire ou professionnelle. Dans le cas où il ne peut pas répondre avec certitude, on lui demande tout simplement s'il sait lire et écrire son nom. Ces différents cas vont se présenter :

- **Aucun** : lorsque l'exploitant n'a jamais été à l'école, ne sait ni lire ni écrire.
- **Lire/écrire** : lorsque l'exploitant a appris à lire et écrire à l'aide de la campagne alphabétisation ou par d'autres moyens en dehors de l'école classique.
- **Primaire** : Le Primaire ou Fondamentale 1-2^{ème} cycle comprend les « Classes Primaires » (12^e à 7^{ème} (certificat d'Études primaires (CEP)) ou 1^{ère} Année à 6^{ème} année (CEP) ou du Préparatoire I au moyen II (CEP).
- **Secondaire** : Le Secondaire, communément appelé Fondamental 3^e cycle, comprend les classes de 6^e ou 7^e année fondamentale, 5^e ou 8^e année fondamentale, 4^e ou 9^e année fondamentale, 3^{ème}, Seconde, Rhéto et Philo. Il faut considérer aussi dans cette modalité le brevet.
- **Professionnel** : Cette question permet de savoir si l'exploitant a suivi des cours dans un centre de formation technique ou professionnelle.

- **Universitaire :** Ce niveau regroupe l'Enseignement Supérieur. Ce niveau complète l'enseignement de base (Primaire et Secondaire).

La Formation agricole (Question 3.5)

La formation agricole de l'exploitant se réfère à l'acquisition de son savoir-faire dans le domaine agricole. Il est question de connaître l'origine de ce savoir-faire. Il peut acquérir ce savoir-faire soit à l'université, soit par une formation technique ou ponctuelle ou sur le tas.

- **Sur le tas :** cela veut dire qu'en exerçant l'activité agricole sur ses parcelles, l'exploitant acquiert un certain niveau d'expérience et de savoir-faire à partir des échanges avec ses parents ou d'autres proches.
- **Formation ponctuelle :** Formation dans un domaine agricole bien spécifique.
- **Technique :** Tout cycle de formation terminé dans une école moyenne d'agriculture ou dans un centre de formation, limité à certaines disciplines (y compris horticulture, sylviculture, pisciculture, science vétérinaire, technologie agricole et disciplines associées).
- **Universitaire :** Tout cycle de formation à temps complet d'une durée d'au moins deux ans après la fin de la scolarité obligatoire, terminé dans une école d'enseignement agricole, école supérieure ou université dans une des disciplines suivantes : horticulture, sylviculture, pisciculture, science vétérinaire, technologie agricole ou discipline associée.

Taille du ménage de l'exploitant (Question 3.6)

Ménage de l'exploitant :

Le ménage de l'exploitant est le groupe de personnes, parents ou non, qui vivent habituellement sous le même toit, pourvoient en commun à leurs besoins alimentaires et vitaux et se trouvent aussi sous la responsabilité de l'exploitant. Dans le cadre du recensement, un ménage est défini d'après sa situation à la date de la fin de la campagne agricole. Ainsi, une personne est réputée résider habituellement au sein du ménage lorsqu'elle y a séjourné durant au moins 6 mois ou moins de 6 mois avec intention de rester plus que 6 mois.

La taille du ménage de l'exploitant se rapporte au nombre de personnes qui vivent sous le même toit et qui sont sous la responsabilité de l'exploitant. Il s'agit de ventiler l'effectif du ménage selon les tranches d'âge et le sexe.

3.2.4. Caractéristiques générales de l'exploitation (Module IV)

Ce module prend en compte l'unité de mesure utilisée sur l'exploitation, les activités de l'exploitation, la destination de la production agricole et les principales entraves au développement de l'exploitation.

Unité de mesure utilisée pour évaluer la superficie (Question 4.1)

La superficie de l'exploitation est une mesure importante pour l'analyse des résultats du recensement de l'agriculture. La mesure de la superficie des parcelles et des spéculations agricoles au sein de chaque parcelle revêt une importance majeure et nécessite une attention particulière.

Les données sur la superficie de l'exploitation se réfèrent à une date spécifique, ordinairement le jour du dénombrement. Pour la détermination de l'utilisation des terres, on

tient compte des activités agricoles effectuées pendant la campagne agricole de référence (du 1er Mars 2008 au 28 février 2009).

Les unités de mesure de surface utilisées en général par les exploitants sont le carreau et le centième de carreau. Mais, dans certaines zones, d'autres mesures de surfaces sont usuelles. Les unités de mesure les plus usuelles sont le carreau et le centième ou le pas (0,01 carreau) ou l'hectare (0,77 carreau)

Dans certains cas, l'exploitant n'arrive pas à donner un ordre de grandeur de la superficie de la parcelle ou des champs (absence de document à caractère foncier, ou d'éléments matériels pouvant donner une idée précise sur la superficie en question), l'enquêteur est appelé à utiliser des moyens indirects permettant d'estimer correctement la superficie, telles que :

- ✓ la comparaison avec une autre parcelle dont la superficie est connue ;
- ✓ la quantité de semences utilisées habituellement, en se référant aux pratiques de l'exploitant ou au tableau indicatif des quantités de semence utilisées par unité de surface (voir tableau 2, page 34).

Activité principale de l'exploitant ou de la personne morale responsable (Question 4.2)

L'activité principale de l'exploitant ou de la personne morale responsable est l'activité à laquelle cette personne consacre la majeure partie de son temps et qui lui procure en général le plus de revenu. L'enquêteur prendra soin de citer pour l'exploitant ou le gérant de l'exploitation la liste des différentes activités inscrites dans le formulaire pour en déterminer la principale.

- **Agriculture** : Ensemble de techniques et de savoir-faire mis en œuvre pour l'exploitation du milieu dans le but d'en tirer une production végétale et/ou animale.
- **Pêche** : lorsque l'exploitant s'adonne à la pêche comme principale activité.
- **Élevage** : lorsque l'exploitant s'adonne à l'élevage comme principale activité.
- **Bâtiment et travaux publics** : quand on a un exploitant qui est engagé dans la construction et l'entretien d'ouvrages relatif aux routes, barrages et maisons.
- **Mines et carrières** : Activité d'exploitation de sable, de métaux, etc.
- **Administration** : activité de gestion d'entreprise publique. Font partie de l'administration dans le cadre du RGA tous les employés ou contractuels de l'État.
- **Commerce** : activité couvrant les services associés à la vente de produits, notamment sur un marché ou dans une boutique.
- **Transformation** : fabrication de nouveaux produits semi-finis ou finis à partir de produits bruts ou transformés. On peut citer en exemple dans le domaine agricole la confiture, la cassave, les jus de fruits, yogourt, etc.
- **Artisanat** : Activités de transformation qui fait appel principalement au travail manuel.
- **Services** : Activités fournies pour la satisfaction de besoins individuels ou collectifs ne correspondant pas à la production de biens matériels. Il faut considérer comme services toute autre activité ne rentrant pas dans celles précitées.

Destination principale de la production (Question 4.3)

L'objectif principal de la production s'explique par la destination finale de la production agricole. Cette finalité peut être l'autoconsommation ou la vente. L'Agent Recenseur cherchera à déterminer la destination de l'essentiel de la production qui peut être :

- **Autoconsommation** : Quand la totalité ou la plus grande partie de la production est destinée à la consommation.
- **Vente** : Quand la totalité ou la plus grande partie de la production est destinée à la vente.

Activités agricoles et para agricoles de l'exploitation (Question 4.4)

Il est important de connaître **les activités agricoles et para agricoles** qui constituent l'essentiel de l'activité de l'exploitation. On distinguera les activités suivantes :

- **Production végétale**
- **Élevage**
- **Aviculture** : Élevage de volailles sur l'exploitation.
- **Apiculture** : Élevage d'abeilles sur l'exploitation.
- **Pêche et aquaculture** : la pêche commerciale et les activités connexes, y compris l'aquaculture.
- **Services agricoles** : travaux en rapport avec la production agricole effectué auprès d'autres exploitations.
- **Production de charbon**
- **Transformation** : utilisation de matières premières agricoles aboutissant à la fabrication de nouveaux produits.
- **Cueillette de djondjon et autres produits**

Trois principales entraves au développement de l'exploitation (Question 4.5)

L'exploitant devra identifier les trois facteurs qu'il considère comme les principaux handicaps au bon fonctionnement et au développement de son exploitation agricole. On doit noter seulement les trois plus grandes entraves.

- **Manque de ressources financières** : lorsque l'exploitant ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour investir pendant les saisons de culture ou pour acquérir de moyens de production.
- **Morcellement** : lorsque l'exploitant dispose de très peu de terre, suite à une division exagérée et anarchique des terres.
- **Manque de main-d'œuvre** : lorsque la main d'oeuvre familiale est insuffisante et la main d'oeuvre salariale est rare et chère.
- **Accès aux intrants** : L'exploitant a accès aux intrants quand ces derniers sont disponibles au niveau local en quantité suffisante et que l'exploitant ne connaît pas de contraintes pour s'en procurer.
- **Manque d'encadrement** : Lorsque l'agriculteur n'arrive pas à obtenir le plein développement du potentiel productif du matériel végétal utilisé, par manque de savoir et savoir-faire et qu'il n'y ait personne pour le conseiller.

- **Accès au crédit :** Obtention de crédit auprès d'une entité administrative ou commerciale ou humanitaire (banque, coopérative, ONG), en vue de développer les activités agricoles de l'exploitation.
- **Problème de commercialisation :** problèmes liés à la vente des denrées produites, soit à cause des prix, de l'absence de marchés, de routes, etc.
- **Érosion :** Dégradation du sol sous l'effet des eaux de ruissellement, du vent ou d'autres facteurs.
- **Maladie des plantes :** Lorsque les plantes sont attaquées par des maladies et que cela affecte le rendement.
- **Stockage :** Lorsque l'exploitant ne dispose pas de moyens pour stocker les produits récoltés ou des intrants à l'abri des intempéries et des ravageurs.
- **Maladie des animaux :** maladies attaquant les animaux, auxquelles les éleveurs n'arrivent pas à faire face et qui provoquent un manque à gagner pour eux.
- **Irrigation/eau :** Apport artificiel d'eau à la parcelle lorsque les précipitations annuelles sont insuffisantes pour répondre aux besoins en eau des cultures.
- **Baisse de fertilité du sol :** C'est quand la réserve en éléments nutritifs du sol diminue.
- **Insécurité/vol :** Lorsque les productions, les animaux, les semences ou les outils agricoles sont à la merci des voleurs et des agressions. Ce code prend en compte aussi le cas des animaux en liberté qui détruisent les plantations.
- **Sécurisation foncière :** Le statut juridique de la terre est défini et reconnu légalement.
- **Transport :** tout ce qui se rapporte au déplacement de personnes et de marchandises.
- **Catastrophes naturelles:** on parle de catastrophes naturelles lorsque les phénomènes naturels, généralement manifestés en Haïti par les perturbations atmosphériques et les tremblements de terre, génèrent un seuil de dégâts considérables sur les vies et les biens.
- **Peste et ravageurs :** attaque des récoltes et des plantes par des animaux de différentes envergures, visibles à l'œil nu ou non, susceptibles de frapper en grand nombre les plantes. On peut citer : nématode, rats, chenilles, limaces, anolis, mangoustes...

3.2.5. Parcellaire agricole (Module V)

Avant de poser des questions sur le parcellaire agricole, il faut faire un croquis de l'exploitation en utilisant un crayon et du papier (à noter qu'une feuille est réservée à la fin du questionnaire pour mettre le croquis au propre).

Le croquis

On réalise le croquis en suivant les étapes suivantes.

- ⇒ On demande à l'exploitant dans combien de zones il exploite des terres puis on les représente sur la feuille sous la forme d'un carré ou d'un rectangle tout en écrivant le nom de chacune des zones sur le dessin correspondant.
- ⇒ On détermine le nombre de blocs tout en les numérotant dans chacune des zones. Pour le faire, on demande à l'exploitant si dans chaque zone ses terres ne sont pas séparées par une voie publique (ou une route, un sentier n'appartenant pas à l'exploitation), une rivière n'appartenant pas à l'exploitation ou une autre parcelle d'un autre exploitant. Si on

rencontre un de ces cas sur un terrain alors celui-ci constitue deux blocs. On profite pour recueillir la superficie de chaque bloc, tout en notant cette information sur le schéma correspondant.

- ⇒ On tâche de voir s'il existe un jardin-lakou sur l'exploitation. Pour cela, on demande à l'exploitant s'il possède un jardin là où il habite. Dans le cas où il en existe un, on le représente en dessinant une forme quelconque d'une maison sur un bloc à part dans sa zone de résidence.
- ⇒ On identifie les parcelles à l'aide de numéros, en demandant à l'exploitant de compter le nombre de jardins (c'est-à-dire une partie de terres bien définie réservée à une même culture ou à des cultures associées) qu'il possède dans chacun des blocs.
- ⇒ On note le nombre de saisons en demandant à l'exploitant combien de plantations il a cultivé au cours de l'année agricole précédente spécifiquement sur chaque parcelle. On précise pour chacune des saisons l'occupation de la parcelle.

Eude de cas

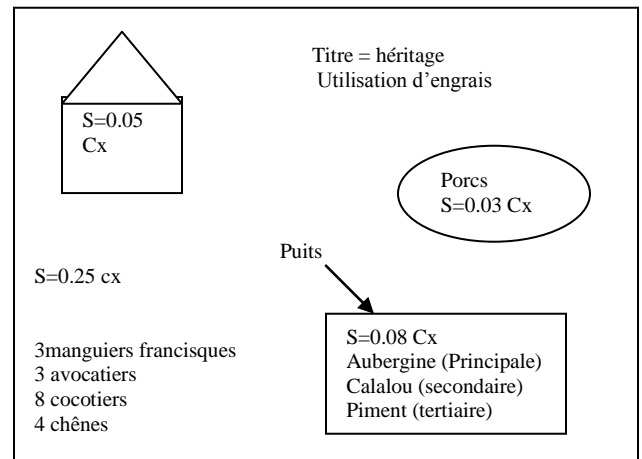
L'exploitant Djekivle habite à Nan Poula et possède des terres à Nan Blan et à Tè Rouj. La cour qui contient sa demeure à Nan Poula a une superficie de 25 centièmes de carreau. La maison occupe environ 5 centièmes et le reste de la terre contient une pâture de 3 centièmes qui abritent les porcs de l'exploitant et une multitude d'arbres et d'arbustes : 3 manguiers francisques, 3 avocatiers, 8 cocotiers et 4 chênes. Généralement M. Djekivle cultive de l'aubergine, du calalou et du piment dans un espace d'environ 8 centièmes mais l'aubergine est plus importante suivie du piment. Il utilise de l'eau d'un puits pour arroser ces plantes. Il faut noter que cette terre a été léguée en héritage à sa femme. Il se sert du fumier pour fertiliser ordinairement toutes les terres qu'il travaille.

A Nan Blan, cet exploitant travaille une terre d'un demi- carreau qu'il a achetée avec sa femme. L'an dernier l'exploitant y a réalisé deux récoltes. Pour la première, il a divisé la terre en deux parties égales où il a cultivé la tomate d'un côté et l'oignon de l'autre. Pour la deuxième, cette terre a été toute plantée en riz. Il faut souligner qu'il y a 4 manguiers cornes et 2 avocatiers tout autour de cette terre.

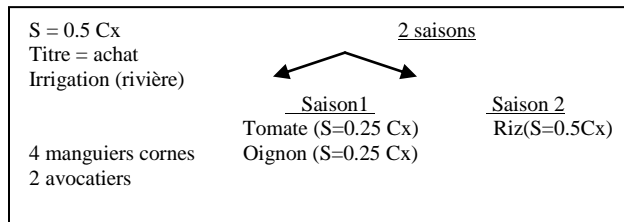
A Tè Rouj, l'exploitant travaille une terre qu'il a louée d'un paysan qui, lui, détient celle-ci en héritage de son père. Cette terre a une superficie de 25 centièmes séparée par une route publique en deux parties de 10 et 15 centièmes respectivement. Dans la partie de 15 centièmes, il a réalisé deux récoltes de riz au cours de l'année dernière. Pour l'autre partie, la terre n'a pas été exploitée au cours de la première période pour des raisons d'arrosage mais vers juin, il y a cultivé du maïs; de la patate et du manioc doux en dessous à égale occupation. A noter que tous ses terrains, à Nan Blan comme à Te Rouj, reçoivent ordinairement de l'eau de canaux qui sont alimentés par des rivières.

Le croquis de cette exploitation peut être ainsi présenté :

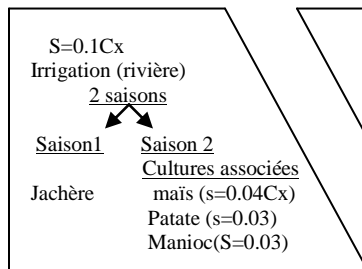
B1 : Nan Poula (jaden-lakou)



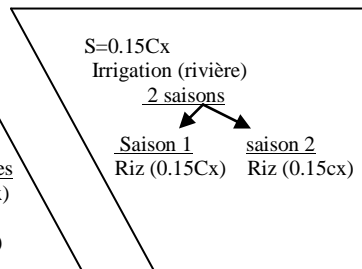
B2 : Nan Blan



B3: Tè rouj



B4: Tè rouj



Après la réalisation du croquis, on peut commencer à remplir le parcellaire. On se réfère au croquis en demandant les informations parcelle par parcelle.

Certaines informations sont déjà inscrites sur le croquis comme le nom d'un bloc, la superficie des parcelles et le nombre de saisons sur une parcelle, le nombre d'arbres, les cultures de chaque plantation. Ainsi, on peut continuer en posant les questions que l'on n'a pas encore dans l'ordre indiqué dans le parcellaire.

Le Bloc

Pour les besoins du recensement de l'agriculture, une exploitation est divisée en blocs. On appelle bloc toute ou partie des terres, entièrement entourée de terres, d'eau, de routes, de forêts, etc., ne faisant pas partie de cette exploitation. Un bloc peut être constitué d'une ou plusieurs parcelles adjacentes. Un bloc peut être traversé par une piste, une haie ou un petit courant d'eau qui fait partie de l'exploitation.

Chaque bloc sera identifié, d'une part, par un numéro (le premier sera identifié numéro 1) et, d'autre part, par l'intitulé du bloc qui correspond généralement au nom de la zone où se trouve le bloc.

Ainsi, il faut comprendre qu'on peut avoir plusieurs blocs dans une même zone portant le même nom différencié par un numéro, lorsque les terres de l'exploitant sont séparées soit par une route publique, soit par une parcelle d'un autre exploitant ou une rivière.

Exemple : exploitant Dieuseul demeure sur l'habitation Nan Poula et possède 3 blocs. Le bloc 1 se trouve sur l'habitation Nan Poula : le nom de ce bloc est Nan Poula. Les blocs 2 et 3

se trouvent dans une zone appelée Nan Blan, donc ils porteront respectivement les noms de Nan Blan1 et Nan Blan2.

La parcelle

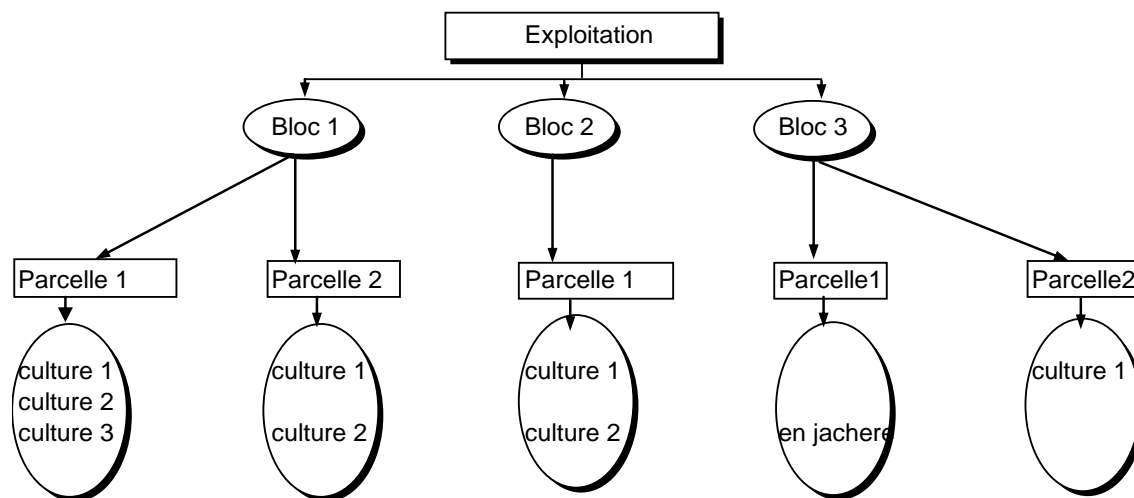
La parcelle est un terrain situé dans un bloc mais séparé du reste de celle-ci par des lignes de démarcation visibles et qui font partie de l'exploitation. Elle est d'un même tenant et d'une même consistance.

La parcelle est dite d'un même tenant lorsque son labour peut se faire sans obstacles. Elle est dite de même consistance lorsqu'elle est constituée uniquement par l'une ou l'autre des catégories de terres suivantes:

- * terre de labour irrigué (ou) non irrigué ;
- * plantation irriguée (ou) non irriguée ;
- * terrain bâti ou inculte ;
- * terrain de pacage ;
- * serres.

Une parcelle se caractérise par un statut juridique et un mode de faire valoir spécifiques. Chaque parcelle sera identifiée par un numéro chronologique au sein du bloc. La plupart des blocs sont constitués d'une seule parcelle.

Un terrain d'un seul tenant sur lequel il y a deux occupations distinctes «une partie en plantation dense ou autre et l'autre partie, en cultures annuelles ou autres » doit être considéré comme deux parcelles différentes. Chaque parcelle sera caractérisée par les éléments déterminants suivants : superficie, statut juridique, mode de faire-valoir, irrigation, technique d'irrigation, source d'eau d'irrigation, et les occupations pendant l'année de référence.



Cas particuliers

- Le terrain occupé par le logement de l'exploitant fait partie des terres de l'exploitation, à condition que ce logement se trouve sur l'exploitation, l'habitation ou la section communale.

- Les données sur la superficie de l'exploitation se rapportent à une date précise, ordinairement le jour du dénombrement. Si un exploitant a acheté des terres durant l'année de référence du recensement, la superficie des terres achetées sera comprise dans la superficie de l'exploitation ; en revanche, s'il a vendu des terres au cours de l'année de référence, la superficie vendue sera exclue.
- Les plans d'eau utilisés par l'exploitation pour l'aquaculture sont inclus dans la superficie de l'exploitation.

Superficie

Pour le RGA, l'unité de mesure de la surface est le carreau. Toutes les superficies doivent être converties en carreau. Un exploitant peut n'avoir aucune idée sur la superficie de ses parcelles. Dans ce cas, on se réfère aux documents fonciers s'ils existent ou à la dimension d'une parcelle dont on connaît la superficie. A défaut, on demandera à l'exploitant de faire une estimation de la quantité de semences pouvant emblaver la parcelle en question. Par rapport à l'information qu'il donnera, on estimera la superficie de la parcelle à partir des relations entre la quantité de semence et la superficie emblavée.

Tableau 2

Sup (Cx)	Maïs	Haricot	Bananier	Manguier	Café	Oignon
	<i>Marmite</i>	<i>Marmite</i>	<i>Plants</i>	<i>Plants</i>	<i>Plants</i>	<i>kg</i>
<i>1 /100</i>	1/12	1/4	20	1	14	0.04
<i>1</i>	8	25	2500	250	1400	4

Référence : Mémento de l'Agronome

Les règles de semis et de plantation qui sont généralement pratiquées en Haïti sont de :

- 8 marmites/Cx ou 17 kg/ha pour le maïs
- 25 marmites/Cx ou 50 kg/ha pour le haricot
- 3 kg/ha pour l'oignon
- Distance de plantation pour la banane : 2.5 m X 2.5 m
- Distance de plantation pour le café : 2.5 m X 2.5 m
- Distance de plantation pour la mangue : 10 m X 10 m

Exemple : « Monsieur Charlemagne possède une parcelle en cultures diverses. On lui demande de donner la superficie de sa parcelle. Il répond qu'il n'en a aucune idée mais il affirme que cette parcelle peut être couverte entièrement en y semant 20 marmites de haricot ».

Alors, la superficie peut être facilement estimée en utilisant une règle de trois à partir des données du tableau 2 :

$$\begin{array}{lcl}
 \text{Si } 1 \text{ Cx} & \longrightarrow & 25 \text{ marmites} \\
 X & \longrightarrow & 20 \text{ marmites}
 \end{array}$$

Donc :

$$X = 20/25 = 0.8 \text{ Carreau}$$

La superficie est demandée pour chaque parcelle et aussi pour chaque culture ou une occupation au niveau la parcelle. Elle correspondra directement à la superficie de la parcelle dans le cas d'une monoculture.

Statut juridique de la parcelle

On demande à l'exploitant s'il a acquis cette terre par achat ou non. Il peut être difficile pour un exploitant de savoir le statut juridique d'une parcelle lorsque celle-ci est en métayage, en affermage ou en caution (plane dans l'Artibonite). Le code non déclaré est alors choisi lorsque l'exploitant n'a aucune idée du statut juridique d'une parcelle. Cependant, on cherchera à obtenir l'information sur le statut juridique de la terre, car, généralement, l'exploitant a une connaissance assez précise du statut juridique d'une terre qu'il travaille afin d'éviter des conflits.

On rappelle que les principaux statuts juridiques présents en Haïti sont: Titre/achat, Titre/héritier, Mineur/partage, Mineur/collectif, Terre de l'église/Don, Terre de l'église/achat, Etat.

- **Titre/achat** : Ce sont des terres achetées avec séparation formelle pour lesquelles l'exploitant dispose d'un titre individuel de propriété.
- **Titre/héritage** : Ce sont des terres héritées avec séparation formelle pour lesquelles l'exploitant dispose d'un titre individuel de propriété.
- **Mineur/partage** : Ce sont des terres héritées qui sont partagées sans aucun acte officiel entre les personnes concernées.
- **Mineur/collectif** : Ce sont des terres héritées qui ne sont pas partagées (terres en indivision). Chaque héritier concerné détient le droit de travailler ces terres.
- **Terre de l'église** : Terre léguée par une personne physique ou morale à une fondation à caractère religieux.
- **Etat** : Toute terre à vocation agricole et qui est propriété de l'Etat. La tutelle de cette terre est soit assurée directement par les services de Domaine, soit confiée à d'autres organismes d'Etat.
- **Bien rural de famille** : Portion de terre mise par l'Etat à la disposition des particuliers vivant en communauté pour exploitation uniquement (colonies agricoles).
- **Non déclaré** : Cette classification est utilisée lorsque l'exploitant est dans l'impossibilité de préciser le statut juridique de la terre qu'il exploite. Cette classification ne sera utilisée qu'en dernier recours après avoir demandé des précisions à l'exploitant ou à d'autres membres du ménage.

Exemple : *La famille Bachard (12 enfants héritiers) à Haute-Feuille (2eme section communale de Dessalines), possède une exploitation étendue sur 3 blocs.*

Le premier bloc (le plus vaste), à Basse-Terre, à été partagé chez un notaire et chacun des héritiers détient un acte officiel. Dans le deuxième bloc à Hatte-Chevaux (moins important qu'à Basse-Terre), les héritiers travaillent chacun une portion mais sans partage officiel. Dans la cour du défunt Occyl Bachard, à part la maisonnette de chacun des héritiers, il y a une vaste plantation de manguiers, bananiers, cocotiers, avocatiers,... que les héritiers peuvent utiliser sans problèmes.

Pour l'exploitation de M. Occylus Bachard, héritier de la famille, les parcelles à Basse-Terre auront pour statut juridique Titre/héritage, celles à Hatte-Cheveaux seront Mineur/partage et son jardin-lakou à Haute-Feuille sera Mineur/collectif.

Mode de faire-valoir :

Il faut faire très attention pour ne pas confondre le statut juridique d'une parcelle à son mode de faire-valoir. Pour avoir cette information, on demande à l'exploitant si la terre en question lui appartient ou pas. Il parlera ici des procédures lui autorisant à travailler cette terre.

On rappelle que les modes de faire-valoir existant en Haïti sont les suivants : Direct, Indirect/nature, Indirect/espèce, Indirect/sans contrepartie, indirect/ service, Sans autorisation préalable, caution (plane dans l'Artibonite).

- **Direct** : Lorsque la terre est exploitée par le porteur du titre de propriété, par un ayant droit ou par l'attributaire.
- **Indirect/nature** : Lorsque la terre est exploitée, en contre partie d'un paiement de bail fixé d'avance ou de récolte (terre en métayage ou deux moitiés).
- **Indirect/espèce** : Lorsque l'exploitant travaille une terre qu'il a louée pour un nombre de saisons bien défini (terre en affermage ou prétenion).
- **Indirect/sans contrepartie** : Situation dans laquelle l'exploitant travaille la terre avec l'autorisation verbale du propriétaire sans contrepartie.
- **Indirect/ service** : Lorsque la terre est exploitée, en contre partie d'un échange de service.
- **Sans autorisation préalable** : c'est le cas d'une terre exploitée d'une façon illégale et le plus souvent l'exploitant en question profite de l'exode forcé ou de l'absence du propriétaire de la terre.
- **Caution (plane dans l'Artibonite)** : Lorsque l'exploitant tient la terre comme garant contre un prêt d'argent. Dans ce cas, le nombre de campagnes n'est pas déterminé et la terre ne sera remise à son propriétaire qu'après qu'il eut versé la totalité du prêt.

Exemple 1 : *Ti Jozèf travaille sur une parcelle appartenant à un cousin. Ce dernier ne lui exige rien en retour. Il lui laisse ce morceau de terre en attendant qu'il ait les moyens pour acheter son propre terrain. Le mode de faire-valoir dans ce cas est : Indirect/ sans contrepartie.*

Exemple 2 : *Madame François est âgée de 60 ans, elle habite à Toulabou, une localité de Saint-Jean du Sud. Elle possède une parcelle de terre de ¼ de carreau à Percy. A cause de son âge avancé, elle ne peut pas travailler la terre, elle a dû confier cette parcelle à Marcel, un voisin. Ce dernier prend toutes décisions pour assurer l'exploitation de cette parcelle. Cependant à chaque récolte, il sépare les produits en deux parties égales avec madame François. Le mode de faire-valoir de cette terre est indirect/nature.*

Exemple 3 : *A Figuièr, 2eme section communale d'Anse Rouge (Artibonite), M. Padou travaille pendant 3 campagnes ¼ de terre qu'il reçoit en contrepartie des services d'irrigation donnés sur l'exploitation de Mme Adeline avec une pompe d'irrigation. Le mode de faire-valoir de toutes les parcelles se trouvant dans cette terre est donc indirect/ service.*

Irrigation:

On s'intéresse à l'apport en eau de la parcelle. On demande clairement à l'exploitant s'il a fait venir de l'eau sur la parcelle en question au cours de la dernière campagne agricole.

- **Irriguée** : C'est une terre qui reçoit **un apport d'eau délibéré en vue de compenser l'insuffisance des précipitations**. Cette eau peut être une eau de pluie, des eaux provenant des fleuves ou des rivières, ou par canalisation.

- **Non irriguées** : C'est une terre qui ne reçoit que l'eau des précipitations.

Technique d'Irrigation

On précise les techniques d'irrigation seulement lorsqu'on recueille des informations sur une parcelle irriguée. Les techniques d'irrigation considérées : gravitaire, aspersion et le goutte à goutte et autres techniques manuelles.

- **Gravitaire** : écoulement libre de l'eau par des canaux. C'est la technique la plus pratiquée.
- **Aspersion** : Tuyaux raccordés entre eux à travers lesquels l'eau se déplace sous pression avant d'être projetée par les gicleurs sur les cultures.
- **Goutte-à-goutte** : déversement de l'eau lentement à la surface du sol.
- **Autres techniques manuelles** : Toute technique utilisée ne correspondant pas à celles déjà citées, par exemple l'utilisation de seaux d'eau ou de citerne tractée.

Origine de l'eau

L'origine de l'eau d'irrigation désigne la source de l'eau. Ainsi, si un réseau de canaux est utilisé pour distribuer l'eau d'un barrage à des agriculteurs, la source de l'eau est le barrage et non le canal. L'eau d'irrigation peut avoir plusieurs origines ou sources.

- **Barrage** : Retenue d'eau construite artificiellement.
- **Fleuve/rivière** : C'est l'eau de surface qui coule d'un point élevé à un point bas tout le long d'un chenal (lit) sous l'effet de la gravité.
- **Source** : Affleurement d'une nappe souterraine.
- **Lac/Etang** : Etendue d'eau stagnante, peu profonde, de surface relativement petite (jusqu'à quelques dizaines d'hectares), résultant de l'imperméabilité du sol.
- **Puits/forage** : Perforation pratiquée dans le sous-sol pour capter de l'eau.

Saison

On a déjà noté le nombre de saisons (ou plantations) effectuées sur chaque parcelle au moment de la réalisation du croquis. Il convient alors d'inscrire l'ordre de la saison pour laquelle on va recueillir des informations. Ce numéro d'ordre varie de 1 à 3. A remarquer que pour chaque culture on va noter la saison dans laquelle celle-ci a été mise en terre. Au niveau d'une parcelle, il faut terminer totalement avec une saison avant de passer à une autre. A souligner que c'est au niveau de la première saison que certaines informations comme le nombre d'arbres contenus sur une parcelle, les bâtiments (dans le cas surtout d'un jardin-lakou) doivent être inscrites.

Occupation du sol

On inscrira ici le nom de l'espèce ou des espèces cultivé (es) sur la parcelle. Dans le cas où la parcelle est non cultivée, on précisera son occupation : bâtiment, inculte, forêt, jachère temporaire, jachère permanente, surface réservée à l'aquaculture.

Jachère temporaires: Terres productives mais laissées en repos au courant d'une ou plusieurs campagnes agricoles (moins de 5 ans) avant leur remise en culture.

Jachères permanentes: Si les terres restent trop longtemps en jachère (5 ans et plus) elles seront classées comme des jachères permanentes.

Pépinières : terres agricoles, couvertes ou non, utilisées principalement pour la reproduction de tout genre de semences et plants.

Bois et forêts : Parcelles boisées, qu'il s'agisse de peuplements naturels ou artificiels, qui font partie de l'exploitation et fournissent du bois ou des produits forestiers ou qui assurent une protection.

Bâtiments : construction indépendante qui comprend une ou plusieurs pièces et autres surfaces, et couverte par un toit soutenu par une structure quelconque.

Un bâtiment peut être utilisé exclusivement soit comme habitation exclusivement, soit à des fins agricoles, soit partiellement pour l'un et l'autre. Un bâtiment peut être en propriété, location ou autre.

Le code de l'occupation ou la culture est à déterminer selon la nomenclature détaillée de l'occupation du sol (**voir nomenclature en Annexe**). On doit mettre le code forêt pour les arbres forestiers.

Type de culture:

Cette question correspond au mode d'occupation du sol.

⇒ **Culture pérenne** : Culture ayant un cycle de végétation de plusieurs années. On peut avoir des plantations serrées ou des arbres dispersés. A noter qu'une plantation serrée est constituée d'arbres et d'arbustes plantés de façon régulière ou systématique, comme dans un verger ou aussi de façon irrégulière.

N.B : Attention café, banane, grenade, grenadia (fruit de la passion) et floriculture sont considérés comme des cultures pérennes.

Une parcelle est considérée comme une plantation si la densité des arbres par unité de surface dépasse le seuil minimal qui est égale à 130 Equivalent manguier par carreau. Les tableaux ci-après permettent de faire les conversions en équivalent manguier.

Tableau 3

Espèce	nombre d'arbres pour un équivalent manguier	Equivalent Manguier
Manguier, Avocatier, Cocotier, amandier	1	1
Agrumes	5	0.20
Caféier, Bananier, papayer	13	0.08
Cacaoyer	7	0.14

Tableau 4: Seuil minimal pour certains arbres

Espèces	Nbre par Carreau	Nbre pour 10 /100 Cx
Manguier, Avocatier, Cocotier, Arbre Véritable,	130	13
arbre à pin, Grands arbres forestiers, Noix de Cajou	130	13
Agrumes (Orangers, mandariniers, citronniers, chadequiers, pamplemousses, etc....)	500	50
Caféier, Bananier	1300	130
Cacaoyer	700	70
Papayer	1300	130

Les données relatives aux cultures pérennes se réfèrent ordinairement au jour du dénombrement. Ainsi, une culture permanente est incluse si elle est présente sur l'exploitation ce jour-là.

Dans le cas où la densité est inférieure au seuil, la parcelle sera considérée comme jachère et les arbres qu'elle contient seront considérés comme des arbres dispersés. Pour les cultures pérennes associées à des plantes annuelles (sous-étage), on procède comme suit :

- Si l'espace est régulièrement planté avec une seule espèce (vergers mono spécifique) répondant au seuil minimal fixé, l'enquêteur affecte la totalité de la surface à la culture pérenne occupant l'espace et 50 % (S/2) de la superficie à culture annuelle. Dans le cas d'une association on précise la culture principale, secondaire et/ou résiduelle.
- Si l'espace est occupé par différentes espèces d'arbres (fruitières et/ou forestières) et le nombre répond à la densité minimale fixée. L'enquêteur doit, d'une part, noter le nombre d'arbres par espèce et calculer la superficie correspondante et d'autre part, il précisera s'il y a lieu, la culture annuelle ou les cultures annuelles associées tout en disant lesquelles sont principale, secondaires et /ou résiduelles.
- Lorsqu'il y a une seule culture pérenne occupant l'espace, et que l'exploitant déclare qu'il a une plantation d'arbres, les calculs d'équivalence ne sont plus nécessaires, on attribue la superficie de la parcelle à cette culture.

⇒ **Monoculture** : Lorsque l'exploitant pratique une seule culture sur la parcelle. Si celle-ci est emblavée par plus d'une culture non associée (cultures en assolement), chacune de ces dernières sera aussi de type monoculture.

⇒ **Culture associée (cultures mixtes, cultures intercalaires)** : On parle de culture associée quand plus d'une culture (et souvent de nombreuses cultures) sont pratiquées de manière non systématique sur une parcelle ou un champ. Dans ce cas, il est plus difficile de calculer les superficies. La plus grande part des espaces cultivés en Haïti est occupée par des cultures associées. On associe une culture dominante et des cultures complémentaires. Ceci implique une surexploitation de l'espace. Cependant, en présence de cultures associées et d'assolement

des cultures ou fausses associations (chaque culture occupe une partie de la parcelle), les considérations suivantes seront faites.

Lorsqu'on est en présence des cultures associées, on écrit en premier la culture principale. Pour savoir la culture principale, on demande à l'exploitant de préciser quelles sont les cultures qu'il considère comme la plus importante ou qui occupent le plus d'espace.

Pour le cas des cultures associées, le parcellaire est réalisé de façon à prendre en compte la culture principale, au plus 3 cultures secondaires et/ou une ou deux cultures résiduelles. On ne mettra pas de superficie pour les cultures associées. Dans le cas des cultures en assolement ou fausses associations ou en culture pérenne on attribue à chaque culture la superficie correspondante.

- **Culture associée principale** : C'est la culture qui occupe la plus grande superficie sur la parcelle.
- **Culture associée secondaire** : C'est la culture qui, après la culture principale, occupe une plus grande superficie. il faut se limiter à trois cultures secondaires.
- **Culture résiduelle** : Cultures qui ne couvrent que partiellement la parcelle ou le pourtour de cette dernière. Il faut se limiter à 2 cultures résiduelles.

Exemple 1 : Un agriculteur possède une parcelle de 0.5 Cx emblavée avec cinq (5) cultures comme suit : 2 marmites de 5 livres de maïs sont semées, quelques pieds de giraumont, 3 marmites de 1 livre de poids Congo, quelques pieds de pois de souche qui montent sur les arbres dispersés au niveau de la parcelle et quelques buttes d'igname. (la quantité de semence est aussi un bon indicateur pour estimer l'occupation de l'espace par les cultures).

Dans ce cas :

- le maïs est considéré comme culture principale ;
- le pois Congo est considéré comme culture secondaire ;
- le giraumont, le pois de souche, l'igname sont considérés comme cultures résiduelles.

Exemple 2 : Une parcelle est totalement plantée en carottes sur platebandes et sur les contours des platebandes, on met le chou pommé et la betterave

Réponse : Dans ce cas :

- La carotte est la culture principale ;
- Le chou pommé et la betterave sont les cultures secondaires.

Cultures en assolement ou fausse association : Sont désignées « fausses associations ou cultures en assolement » quand chaque culture occupe une portion de terrain distincte sur la parcelle et « vraies associations » quand les cultures sont mélangées. Pour le Recensement Général de l'Agriculture, les terres occupées par une seule culture et les cultures en fausse association sont considérées comme monocultures puisqu'une seule culture occupe un espace bien déterminé. Dans ce cas, l'enquêteur doit déterminer la superficie de chaque culture.

Cultures intercalaires : lorsque dans une parcelle ou dans un champ une culture est plantée entre les rangs d'une autre culture (par exemple sorgho et arachide entre des rangées de canne à sucre). Dans ce cas, la superficie de la parcelle ou du champ avec culture intercalée doit être rapportée aux différentes cultures, proportionnellement à la superficie occupée par chacune d'elle.

⇒ **Cultures sous étage :**

- **Sous-étage monoculture :** Lorsqu'il y a une monoculture qui est pratiquée en dessous d'une plantation de cultures pérennes denses, même si les arbres sont à un stade végétatif immature. On attribuera toute la superficie de la parcelle à la culture pérenne et 50% de cette superficie à la monoculture.
- **Sous-étage culture associée principale :** Quand on a une association de cultures en dessous d'une plantation pérenne dense, on prend ce code pour la culture associée la plus importante sur la parcelle.
- **Sous-étage culture associée secondaire :** C'est la culture qui, après la culture associée principale sous-étage, occupe une plus grande superficie. On peut se limiter encore à 3 cultures sous-étages secondaires.

⇒ **Arbres dispersés :** Ce sont des arbres très distancés sur une superficie relativement grande. Par exemple dans le cadre du RGA, les arbres des parcelles n'ayant atteint la densité minimale seront considérés comme dispersés. La densité minimale en équivalent Manguier s'élève à 130 arbres par carreau.

Les arbres dispersés seront classés en arbres productifs (Ayant produit pendant la campagne agricole de référence) et en arbres non productifs (n'ayant pas produit de fruits pendant la campagne agricole de référence.). Les arbres en usufruit seront comptabilisés comme arbres dispersés au niveau de l'exploitation qui en a droit.

Exemple : Un enclos de 7 centièmes contient 5 avocatier, 4 manguiers, un amandier et 5 citronniers.

Sera-t-il classé comme occupé par des cultures pérennes et quelle est la part de surface à attribuer à chaque type d'arbre.

- le nombre d'arbre (équivalent manguier) nécessaire pour être classé dans le type culture pérenne est $9 : (130 \times 7) / 100$

L'enclos contient $(5 + 4 + 5 \times 0.2) = 10$ équivalent manguier

La superficie attribuée aux manguiers est $7 \text{ Centièmes} \times 4 / 10 = 2,8 \text{ centième}$

La superficie attribuée aux avocats est $7 \text{ Centièmes} \times 5 / 10 = 3,5 \text{ centième}$

La superficie attribuée aux citronniers est $7 \text{ Centièmes} \times 1 / 10 = 0,7 \text{ centième}$

Utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires :

Les engrais sont des substances minérales ou organiques, naturelles ou fabriquées, qui sont appliquées aux sols, à l'eau d'irrigation pour apporter aux végétaux les éléments nutritifs dont ils ont besoin ou pour renforcer leur croissance. Une exploitation peut utiliser un ou plusieurs types d'engrais.

On veut connaître si l'exploitant a utilisé de l'engrais ou non au cours de la dernière campagne agricole sur sa parcelle. Si l'exploitant dit qu'il utilise de l'engrais, on lui demande quel type d'engrais. S'il dit non, on doit lui demander s'il attache des animaux sur ses terres ou s'il utilise

des fumiers. S'il s'adonne à l'une ou l'autre de ces pratiques, on choisit le code engrais organique.

- **Engrais organique** : c'est de l'engrais issu de matières végétales ou animales transformées. Les engrais organiques comprennent des matières organiques d'origine animale, telles que guano, farine d'os, farine de poisson, farine de cuir et sang. Il faut considérer également d'autres matières organiques telles que le fumier, le lisier, le compost ou les boues d'épuration.
- **Engrais chimique** : ce sont des engrais fabriqués à partir de matières inorganiques au moyen d'un procédé industriel. Par exemple, citons l'urée (engrais « blanc »), l'engrais complet...
- **Engrais chimiques et produits phytosanitaires** : Ce code est choisi lorsque l'exploitant utilise l'engrais chimique en même temps que les produits phytosanitaires. Ces derniers comprennent les pesticides (pour éliminer les parasites des végétaux ou des animaux), les insecticides (pour tuer ou repousser les insectes), les herbicides (pour détruire des végétaux, notamment adventices ou pour inhiber leur croissance), les fongicides (pour détruire les champignons ou inhiber leur croissance) et les rodenticides (pour tuer, repousser ou combattre les rongeurs).
- **Engrais organiques et produits phytosanitaires** : On prend ce code lorsque l'exploitant qui fertilise ses terres à l'aide des fumiers ou autres matières organiques citées plus haut utilise également des produits phytosanitaires.
- **Engrais organique et chimique et produits phytosanitaires** : c'est pour le cas d'un exploitant qui s'adonne aux trois (3) pratiques en même temps.

Nombre d'arbres (productifs ou non productifs) :

On demande à l'exploitant de dénombrer seulement les arbres qui sont sur la parcelle en question. Un arbre est productif, s'il donne des fruits. Les arbres improductifs sont généralement des arbres jeunes nouvellement plantés, qu'ils soient fruitiers ou forestiers.

Dans certains cas, l'exploitant ne peut pas donner une estimation du nombre d'arbres. Dans ce cas, on essaiera de déterminer ce nombre en utilisant la densité moyenne usuelle au niveau de la région par unité de surface.

Cultures prises en charges principalement par les femmes du ménage

Cette question prend en compte le genre dans l'emploi, un aspect très actuel au niveau mondial. Ainsi, on inscrira les codes des trois (3) principales cultures qui sont beaucoup plus sous la responsabilité des femmes du ménage.

⇒ Remarques

- Dans le remplissage des cases correspondant à la superficie, si on trouve quatre chiffres après la virgule, il faut arrondir. Par exemple : 0,0005 devient 0,001 ; 0,0625 devient 0,063.
- Pour les arbres dispersés, il n'y a pas de superficie.
- Dans le cas d'une jachère, il faut préciser le type (temporaire ou permanente)
- Dans le cas d'un jardin-lakou, si l'exploitant n'a aucune idée de la superficie occupée par sa maison, on inscrira conventionnellement 1 centième de carreau dans les cases réservées pour la superficie du bâtiment sur la parcelle en question.

3.2. 6 Elevage (Module VI)

Définition : Pratique d'entretenir des animaux principalement à des fins agricoles : bovins, caprins, chevaux, mulets, volailles, etc. Tous les animaux gérés par l'exploitant, qu'il est soit propriétaire ou non, seront pris en considération.

Population animale : nombre d'animaux qui se trouvent sur l'exploitation durant la période du recensement, quel qu'en soit le propriétaire. Le recensement prend en compte tous les animaux présents sur l'exploitation le jour de l'enquête, y compris ceux en propriété, en gardiennage et ceux destinés à l'autoconsommation.

Ce module vise la collecte des informations relatives aux différentes espèces animales élevées au sein de l'exploitation : Bovins, caprins, ovins, porcins, animaux de trait, aviculture, apiculture, autres petits ruminants.

Le cheptel

- **Bovin** : L'espèce bovine concerne les bœufs.
- **Porcin** : l'espèce porcine concerne les porcs (cochons).
- **Ovin** : L'espèce ovine concerne les moutons.
- **Caprin** : l'espèce caprine concerne les cabris et se divise en caprine locale et en caprine améliorée.

On doit recenser tous les animaux présents sur l'exploitation le jour de l'enquête, y compris ceux qui sont détenus en gardiennage. Mais il ne faut pas rapporter les animaux que l'exploitant donne en gardiennage.

⇒ **Bétail en propriété** (Question 6.1)

Il est constitué de l'ensemble des animaux relevant de l'exploitation. On cherche des informations sur le nombre d'animaux selon l'espèce, le genre et l'âge et aussi sur le sexe des personnes qui s'en occupent principalement dans les ménages. Pour chaque espèce considérée, il faut demander d'abord le sexe de la personne qui s'en occupe principalement, le nombre total d'animaux, ensuite la quantité pour chaque genre ventilée selon leur âge. Pour les mâles, on se renseigne seulement sur ceux qui sont nés au cours de l'année de la collecte et ceux qui sont plus vieux que ça. Quant aux femelles, on demande celles qui ont moins d'un an, entre un et deux ans et enfin plus de deux ans.

⇒ **Bétail en Gardiennage** (Question 6.2)

Il est constitué de l'ensemble des animaux dont l'exploitant s'occupe sur son exploitation pour d'autres personnes (amis, parents ou enfants) impliquant un paiement en espèces ou sous une autre forme, notamment contre une part de la production. On cherche ici à avoir les mêmes informations sur les animaux que l'exploitant garde sans qu'il en soit le propriétaire à part entière. Donc il faut procéder de la même manière que pour ceux en propriété pour la collecte de ces informations.

Une distinction doit être faite entre l'activité consistant à élever un animal et celle consistant à s'occuper d'un animal, en tant qu'employé d'une tierce personne, si les décisions sont prises par le propriétaire de l'animal.

Exemple 1: *Un exploitant a 60 animaux sur son exploitation. Quarante (40) animaux (5 vaches et 1 taureau, 6 truies, 3 castres et un porc, 6 chèvres et 2 boucs de race créole et 5*

autres chèvres de race améliorée et 4 moutons) lui appartiennent et les vingt (20) autres (3 vaches, 5 truies, 7 chèvres de race locale et 5 moutons) appartiennent à d'autres personnes qui les lui donnent en gardiennage. A noter que les bœufs, les chèvres et les moutons sont sous la responsabilité de l'aîné des garçons tandis que les porcs sont pris en charge par l'une des filles de l'exploitant. On doit remplir le questionnaire comme suit :

Bétail en propriété

Espèce	Total	male		Femelle			Sexe du Responsable
		< 1 an	> 1 an	< 1 an	1-2 ans	> 2 ans	
bovine	6		1		3	2	(1)
Porcine	10		4		5	1	(2)
Ovine	11		4		7		(1)
Caprine locale	8		2		6	4	(1)
Caprine améliorée	5			5			(1)

Bétail en gardiennage

Espèce	Total	male		Femelle			Sexe du Responsable
		< 1 an	> 1 an	< 1 an	1-2 ans	> 2 ans	
bovine	3				3		(1)
Porcine	5					5	(2)
Ovine	5	3	2				(1)
Caprine locale	7				5	2	(1)
Caprine améliorée							

Aviculture traditionnelle (Question 6.5)

Il s'agit de déterminer le nombre de volailles traditionnelles (Poule, dinde, pintade, pigeon, canard, oie) que l'exploitant possède sur son exploitation ainsi que le sexe des personnes qui s'en occupent principalement. Pour les poules, à noter qu'il faut demander à l'exploitant de compter celles qui peuvent donner des œufs, celles qui ne suivent plus leur mère et qui peuvent dormir sur un arbre et aussi les coqs ; les poussins ne seront pas considérés. Si l'exploitant ne possède pas une des espèces mentionnées, on laisse les bacs vides.

Aviculture moderne (Question 6.4)

On peut trouver un exploitant qui possède des poules qu'il engraisse pour la vente (**Poulets de chair**) et/ou d'autres qu'il nourrit dans l'objectif de récupérer les œufs pour la vente (**Poules pondeuses**). Pour cette question, il faut demander d'abord le sexe de la personne qui s'occupe de chacun des deux types, ensuite on demande non seulement le nombre d'unités

qu'a l'exploitant dans chaque type mais aussi la capacité d'accueil du poulailler (c'est-à-dire le nombre de ces types de poule que l'espace peut accueillir) et la moyenne d'œufs par jour que donnent les poules pondeuses (dans le cas bien sûr d'un exploitant qui a ce type de poule).

Autres élevages (Question 6.5)

Pour les autres élevages, après s'être renseigné sur le sexe des personnes qui s'occupent de chaque espèce, on demande à l'exploitant seulement le nombre de ces animaux considérés dans le formulaire, à savoir l'effectif de chevaux, d'ânes, de mulets et de lapins que renferme l'exploitation.

Apiculture (Question 6.6)

Il s'agit ici de recenser les exploitants qui s'adonnent à la production de miel. Si l'exploitant est apiculteur, on lui demande d'abord le sexe de la personne qui s'occupe principalement des ruches, ensuite le nombre de ruches qu'il possède, puis on ventile ce nombre selon que l'exploitant possède des **ruches traditionnelles** (en tambour, dans les roches ou sur les arbres) ou des **ruches modernes** (construites en un étage, en deux étages ou plus).

Attention : Il ne faut pas oublier à chaque fois de noter dans la case correspondante le sexe de la personne qui s'occupe principalement du type de l'élevage considéré dans le ménage.

3.2.7. Main-d'œuvre (Module VII)

L'emploi en milieu rural est essentiellement agricole. La main-d'œuvre familiale est la forme la plus fréquente.

Si la plupart des travailleurs sont indépendants et travaillent pour leur propre compte, cela n'empêche pas que certaines exploitations utilisent des salariés occasionnels ou réguliers. On distingue trois grandes catégories de mobilisation de la force de travail au sein de l'exploitation agricole:

- main-d'œuvre familiale ;
- main-d'œuvre salariale permanente ;
- main-d'œuvre occasionnelle.

Il s'agit ici de déterminer non seulement la main-d'œuvre agricole productive au sein de l'exploitation mais aussi le nombre de ces types d'associations traditionnelles de travail (Eskwad, Konbit) utilisées par l'exploitant au cours de la dernière campagne agricole. La main d'œuvre agricole productive concerne les membres du ménage et la main d'œuvre agricole permanente et occasionnelle active sur l'exploitation durant la dernière campagne agricole (période de référence du recensement).

Main d'œuvre familiale et salariale (Question 7.1)

Il s'agit des personnes ayant un lien de parenté ou non avec l'exploitant qui ont travaillé de façon permanente pendant la dernière année agricole sur l'exploitation. On demande d'abord à l'exploitant le nombre d'hommes et de femmes qui travaillent en permanence sur l'exploitation sans être rémunérés et qui vivent dans la maison. (**Main d'œuvre familiale permanente**). Puis, on se renseigne sur les personnes de la famille élargie (comme un neveu, un cousin, une tante, etc.) qui apportent toujours leur soutien aux travaux agricoles de la famille (**Aides familiales**). Enfin, on demande à l'exploitant de dénombrer les personnes, qui

sont engagées pour travailler sur l'exploitation (au moins six mois par année) moyennant un paiement en espèce ou en nature (**Salariés permanents**).

Associations traditionnelles de travail (Question 7.2)

Pour la question relative au nombre d'associations traditionnelles de travail utilisées par l'exploitant, on aura à inscrire le nombre de *konbit* ou *kòve*, et d'*eskwad* réalisés sur l'exploitation au cours de la période agricole de référence.

Nous distinguerons deux grandes catégories traditionnelles d'emploi collectif.

- **Eskwad**. (Mera, ronde, chaines, douvan jou, colonne, laji bann etc,...). Ce sont des associations mutualistes d'échange de travail qui regroupent un nombre limité de travailleurs ayant en principe les mêmes droits et les mêmes obligations les uns envers les autres. Il s'agit d'un groupe fixe avec un chef d'*eskwad* qui est généralement l'initiateur du groupe et qui est chargé d'organiser les tours, de négocier la vente de la force de travail collective sur la base des conditions fixées par le groupe. L'*eskwad* se distingue de l'*avan jou* d'une part par la durée du travail : la journée complète, et d'autre part par le paiement du travail qui peut se faire à terme (terme pouvant dépasser 6 mois).

Dans des régions différentes, parfois même dans une même région, le nom de l'*Eskwad* varie de même que le temps de travail aussi. C'est le cas, par exemple de *douvan-jou* qui est caractérisé, d'une part, par le temps de travail qui est d'une demi-journée, et d'autre part par le paiement au comptant à l'issue de la tâche réalisée (demi-journée).

- **Konbit** (Djann, Corvées) Ce terme, souvent employé pour nommer de façon générique les formes traditionnelles d'organisation du travail, désigne en fait lui-même une modalité particulière de mobilisation de la force de travail. Il s'agit pour un « acheteur » de mobiliser des travailleurs pour un travail particulier. En principe, celui qui invite *la konbit* offre, en seule contrepartie du travail fourni, le(s) repas et la boisson.

Main d'œuvre occasionnelle (Question 7.3)

On entend par main d'œuvre occasionnelle toutes les formes d'emploi en dehors de l'emploi familial et permanent. Il englobe les travailleurs occasionnels engagés par l'exploitation pendant la campagne agricole à titre individuel ou dans le cadre de structure traditionnelle de travail collectif. Les informations sont recueillies pour chaque saison (ou plantation) et pour chaque activité réalisée sur l'exploitation. On demande d'abord à l'exploitant combien de personnes (Hommes, femmes) il a utilisées au cours de telle saison (1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} saison) pour réaliser tel type d'activité (comme : labour et préparation de sol, semis/repiquage, désherbage, récolte, autres...). Puis on se renseigne sur la durée de l'activité. L'information recherchée ici sera donc le résultat du produit du nombre de personnes ayant réalisé l'activité en question et la durée en jour de cette dernière (le nombre total de personnes/jours de travail).

Types d'activités

Les types d'activités agricoles sont comme suit :

Labour ou préparation de sol,

Semis ou repiquage,

Désherbage

Récolte et cueillette

Autres : toutes opérations qui permettent d'entretenir la parcelle, tels que la fertilisation, l'aspersion, le forage d'un puits, réalisation d'une clôture etc.

L'équivalence d'emploi en homme jour pour une superficie donnée cultivée

Le tableau suivant établit une équivalence entre la quantité approximative nécessaire de main-d'œuvre pour une opération culturale donnée (labourage ou préparation de sol, semis ou repiquage, désherbage, récolte, etc..) pour la culture du maïs et de haricot. Celle-ci permet de s'assurer de la validité des données sur l'emploi

1-Par exemple 2 à 3 Homme-jours peuvent en une journée labourer 5/100 Cx, par contre une personne peut faire le semis de la même superficie pour la culture du maïs, 1.5 Homme jour pour le désherbage et 1 Homme-jour pour la récolte.

2-Pour la culture d'haricot on a besoin de 3 Homme-jour pour semer 5/100 Cx, 5 H-j pour le désherbage, 1 H-jour pour la récolte.

Tableau 5 : Charge de travail indicative en homme par jour

Type d'activités	culture	Superficie				
		1/100	5/100	10/100	25/100	50/100
Labour		0.5	2.5	5	12.5	25
Semis repiquage	Mais	0.33	1	2	4	7
	haricot	1	3	6	12	18-20
Désherbage	Mais	0.33	1.5	2.5	4	10
	Haricot	1	5	8	10	25
Récolte	Mais	0.25	1	2.5	5	10
	Haricot	0.5	2	4	8	16

N.B : Les groupes ou associations qui travaillent plus de 6 heures par jour sont considérées comme travaillant pour une journée de travail et ceux qui travaillent pendant moins de six heures sont considérées comme travaillant pour une demi-journée.

Exemple 1 : M. Aventure a six (6) enfants (4 garçons et 2 filles) dont quatre (les 2 filles et 2 garçons) sont en ville à l'école. L'exploitant vit sur son exploitation avec sa femme, les deux autres enfants, 1 garçon et une fille comme des domestiques et 1 travailleur qui habite sur ses terres qu'il paie régulièrement pour les services fournis sur l'exploitation. 2 neveux et une cousine ont l'habitude de lui venir en aide.

L'an dernier, pour chacune des deux saisons réalisées, il a mobilisé 3 eskwads de 7 hommes pour préparer la terre, deux konbit de 30 hommes pour le repiquage ; la semence et le désherbage étant assurés par les membres du ménage y compris les deux travailleurs et les autres enfants venus en vacances. Pour la récolte, il a mobilisé une eskwad de 8 hommes (y compris les membres de la famille). De plus, il faut noter que la femme de l'exploitant et sa cousine sont utilisées dans la préparation de nourriture lors des eskwads et des konbit.

Main d'œuvre familiale et salariale

Type de main d'oeuvre	Hommes	femmes
Familiale permanente	4	2
Aides familiales	2	1
Salariés permanents	1	

Nombre d'associations traditionnelles de travail

Konbit ou corvée : 4

Eskwad : 8

Main d'œuvre occasionnelle

Types d'activités	Nombre hommes- jour		Nombre de femme-jour	
	1ère saison	2ème saison	1ère saison	2ème saison
Labour et préparation de sol	21	21		
Semis / repiquage	60	60		
désherbage	2	2	2	2
récolte	8	8		
Autres :				

Exemple 2: Cas mettant en exergue la question de contrat de travail sur l'exploitation

Au cours de la première saison de la dernière campagne agricole écoulée, l'exploitant Fucien avait réalisé un contrat de 1000 gourdes pour la préparation de son jardin emblavé en maïs qui est d'une superficie de 25 centièmes. Il avait conclu un autre contrat de 1400 gourdes pour le semis et avait donné 500 gourdes à sa femme pour rémunérer la main d'œuvre de la récolte qui a été réalisée par des femmes. Dans cette zone, la journée de travail se paie à 70 gourdes qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme.

Comment estimer le nombre de personnes/jour dans un tel cas ?

Pour déterminer le nombre de personnes/jour utilisées par activité, on procède comme suit :

- ✓ **Labour ou préparation de la terre :** $1000 \text{ gourdes} / 70 \text{ gourdes} = 14.28 \approx 14$ hommes/jour
- ✓ **Semis :** $1400 \text{ gourdes} / 70 \text{ gourdes} = 20$ hommes/jour

✓ **Récolte** : 500 gourdes/70 gourdes = $7.14 \approx 7$ femmes/jour

3.2.8. Equipement et matériel de l'exploitation (Module VIII)

On cherche à déterminer les différents types d'équipements et de matériels qui sont utilisés sur l'exploitation, leur provenance et le nombre de ces équipements et matériels qui appartiennent à l'exploitant. Pour chaque équipement ou matériel considéré, on demande à l'exploitant s'il l'utilise ou non, ensuite s'il lui appartient ou non. Dans le cas où il utilise un matériel qui ne lui appartient pas, on lui demande sa provenance et s'il en utilise plusieurs et que certains sont à lui, il faut noter le nombre que l'exploitant possède en propriété.

Types d'équipement

- **Générateur électrique** : dispositif destiné à produire l'électricité pour faire fonctionner les pompes d'irrigation et autres équipements dans une exploitation.
- **Pompe d'irrigation** : Pompe pour faire monter l'eau d'un fleuve, une rivière, d'un lac ou d'une nappe phréatique sur les parcelles.
- **Pompe à aspersion** : Pompe qui permet d'étendre les produits phytosanitaires sur les végétaux.
- **Moissonneuse** : Moissonneuse-batteuse, machine agricole servant à récolter les céréales. Elle peut en un seul passage faucher les épis, battre le grain, le vanter, et le stocker dans un réservoir. Les moissonneuses-batteuses sont automotrices et leur largeur de coupe dépasse les trois mètres.
- **Tracteur** : Les tracteurs sont utilisés en agriculture dans la réalisation de certaines opérations culturales, telles que le labourage.
- **Motoculteur** : dans le jardinage, engin autotracté servant à labourer de petites surfaces.
- **Centrifugeuse** : Matériel qui permet d'obtenir le miel à partir du gâteau.
- **Trayeuse** : Matériel qui permet d'extraire le lait des vaches.
- **Véhicule de transport** : Véhicule à moteur permettant le transport des produits au marché ou dans d'autres endroits.

Provenance de l'équipement

La provenance de l'équipement et du matériel se réfère aux moyens par lesquels l'exploitant a obtenu le droit d'utiliser l'outil considéré. Il peut exister ces différentes provenances :

- **Propriété privée** : lorsque le matériel ou l'équipement appartient à l'exploitation même.
- **En association** : lorsqu'il s'agit d'un outil qui est de la propriété d'une association dans laquelle est adhérent l'exploitant en question.
- **Offre du propriétaire** : c'est le cas d'un exploitant qui utilise un matériel ou un équipement appartenant au propriétaire d'une terre qu'il travaille.
- **Offre d'un exploitant** : Lorsque l'exploitant a accès à un outil d'un exploitant voisin.
- **Coopérative** : utilisation du matériel ou d'un équipement d'une coopérative.
- **Sociétés agricoles privées** : lorsque l'exploitant a acquis un équipement ou un matériel d'un don fait par une société agricole privée.
- **Gouvernement** : c'est dans le cas où l'exploitant utilise un matériel ou un équipement fourni gratuitement par les services publics.
- **Location privée** : quand l'exploitation loue un outil d'une entreprise privée.
- **Location Etat** : quand l'exploitation loue un outil d'un organisme étatique.

3.2.9. Informations sur le crédit agricole (Module IX)

Le crédit agricole

Définition : On entend par crédit agricole tout type de crédit reçu pour financer les opérations de l'exploitation agricole, c'est-à-dire les crédits pour l'achat des intrants nécessaires à la production végétale et animale, pour la construction de bâtiments agricoles et pour l'achat de machines agricoles. Le crédit non lié aux opérations agricoles, notamment pour financer la construction de la maison de l'exploitant, d'autres opérations familiales, ou les dépenses de consommation, est exclu.

L'expression réception de crédit indique si du crédit a été disponible durant l'année de référence et non pas s'il y avait des crédits en cours au moment du recensement. Un exploitant peut avoir eu recours au crédit à plusieurs reprises durant l'année, auquel cas plus d'une source ou plus d'un type de garantie peuvent être signalés.

Le terme « crédit » s'emploie au sens large et couvre aussi bien l'emprunt direct d'argent, que l'achat à crédit de biens et de services. On peut emprunter de l'argent à une institution de prêt, à d'autres organisations ou personnes, dans un but spécifique, tel que l'achat d'un tracteur. L'achat à crédit de biens et de services est un accord en vertu duquel le paiement est retardé à une date postérieure à la livraison du (des) bien(s) et service(s) acheté(s) (par exemple, achat d'engrais, étant entendu que le paiement sera effectué après la récolte).

Dans ce module du questionnaire, il s'agit de savoir si l'exploitant en question a cherché à contracter ou non du crédit pour ses activités agricoles au cours des deux dernières années. Si la réponse est non, on passe directement au **module vulgarisation et conseil** et si la réponse est oui, on lui demande s'il en a trouvé ou non. Si cette réponse est non, on passe tout simplement au **module vulgarisation et conseil** et si la réponse est oui, on passe à l'étape suivante qui concerne la source et l'utilisation du crédit.

On distingue deux types de crédits: crédit de campagne et crédit d'investissement.

✓ **Crédit de campagne** : c'est un crédit à court terme contracté pour subvenir aux besoins en liquidité pendant la campagne agricole. Il est affecté généralement pour les opérations suivantes: labour, moisson, semence, engrais, vendange, cueillette, récolte, achat de bétail pour l'embouche, achat d'aliment pour bétail, réparation et entretien.

On se renseigne sur le crédit que l'enquêté a utilisé pour cultiver l'exploitation du semis jusqu'à la récolte.

✓ **Crédit d'investissement** : c'est un crédit à moyen et long terme destiné au financement des opérations d'investissement au sein de l'exploitation agricole. Les principales opérations d'investissement peuvent être comme suit: achat d'équipements, de terres, de bétail pour reproduction; construction d'étables, de puits et ouvrages hydrauliques, de bâtiments ; aménagement du sol.

Ainsi, on collecte l'information sur le crédit utilisé éventuellement par l'enquêté pour acheter un terrain et/ou des animaux pour élevage, des matériels et équipements pour travailler la terre, des plants et plantations...

Il faut noter qu'on demande à l'exploitant, à chaque fois, la (les) provenance (s) du crédit qu'il a contracté et comment il l'a utilisé. On pose ces mêmes questions en deux temps.

Exemple : Il y a un (1) an et six (6) mois de cela Mme Kimele a contracté un crédit auprès d'une banque commerciale pour affermer un morceau de terre. Pour la dernière saison, elle a dû avoir recours à un prêt auprès d'un cousin qui vit en ville pour pouvoir travailler ses exploitations du semis jusqu'au repiquage.

Résultat

Information sur le crédit de campagne		Information sur le crédit d'investissement	
Source	Utilisation	Source	Utilisation
Parents (1)	Opérations agricoles (2)	Banque (3)	Terrain (6)

3.2.10. Vulgarisation et Conseil (Module X)

La vulgarisation est la fourniture de conseils et d'informations sur l'agriculture aux producteurs agricoles et aux éleveurs. Les services de vulgarisation peuvent être assurés par des institutions gouvernementales, des organisations non gouvernementales, des organisations d'agriculteurs, des institutions de formation, des organisations locales informelles, etc. Les services de vulgarisation peuvent couvrir les conseils donnés aux agriculteurs dans des domaines tels que: gestion de l'exploitation, sélection des variétés végétales, utilisation d'intrants (tels qu'engrais), crédit, mécanisation agricole, santé animale, protection des végétaux, développement durable et commercialisation. Les services de vulgarisation peuvent aussi être utilisés par les gouvernements pour distribuer des intrants, diffuser des informations sur le marché, et promouvoir des produits de base ou des variétés végétales spécifiques.

Pour chaque type de vulgarisation, on demande à l'exploitant s'il en a reçu, s'il en a besoin et le niveau de ce besoin. Les types de vulgarisation cités dans le questionnaire sont les suivantes :

- **Choix de spéculation et variétés :** Décision de l'exploitant de choisir telle ou telle variété de telle ou telle culture en fonction des spécificités et des contraintes.
- **Techniques culturales en arboriculture :** ensemble de savoir-faire (mécanisme) garantissant de meilleurs rendements dans la culture des arbres.
- **Elevage :** mieux élever ses animaux.
- **Commercialisation :** Pour tenir compte des différents conseils donnés à un exploitant pour lui permettre non seulement de mieux orienter sa production vers le commerce mais aussi et surtout de savoir comment s'y prendre pour cette commercialisation, c'est-à-dire : comment présenter le produit et quel marché à envisager.
- **Techniques culturales en pleins champs :** savoir-faire (mécanisme) garantissant de meilleurs rendements dans la culture annuelles
- **Conditionnement, stockage et transformation :** Techniques et moyens permettant à l'exploitant de stoker, de conserver, de transformer en y apportant de la valeur ajoutée.
- **Aquaculture :** Techniques et moyens permettant à l'exploitant d'améliorer sa production de poisson et autres animaux aquatiques tant en qualité qu'en quantité.

Après l'administration d'un questionnaire, l'enquêteur ne doit pas oublier d'inscrire à chaque fois le nom du répondant et le numéro de téléphone de ce dernier (même s'il ne s'agit pas de l'exploitant lui-même), son nom et sa signature, son numéro d'ordre et la date au cours de laquelle il a réalisé l'entrevue. Le contrôleur et le superviseur doivent aussi clairement donner les renseignements qui les concernent après chaque questionnaire observé.

Annexe

NOMENCLATURE D'OCCUPATION DU SOL

Céréales
01 Maïs
02 Riz
03 Sorgho / petit mil
Cultures légumineuses
04 Haricots (beurre, blanc, noir, rouge,..)
05 Pois Congo
06 Pois souche,
07 Pois inconnu
08 Autres cultures légumineuses (Pois tendre, pois France, olives haiti , pois nourrice, pois jerusalem..)
Légumes et melons
<u>Légumes à feuilles ou à tiges</u>
09 Choux
10 Choux fleurs, brocolis
11 Céleris, persil, cresson
12 Laitues
13 Épinards, coupier
14 Lalo, liane panier
15 Autres légumes à feuilles ou à tiges (Artichauts, chicorée, ...)
<u>Légumes à pépins</u>
16 Concombres
17 Aubergines
18 Tomates
19 Mirliton
20 Pastèques (melon)
21 Cantaloups, melon France
22 Potirons, Giraumon, courgette, courge
23 Gombos, Calalou
24 Autres légumes à pépins, (Poivron,...)
<u>Racines, bulbes et tubercules</u>
25 Carottes et navets
26 Mazombelle
27 Betterave rouge
28 Ail
29 Oignons (y compris échalotes)
30 Poireaux, cive et autres légumes alliacés,
31 Pomme de terre
32 Patates
33 Ignames, masoko

34	Manioc doux,
35	Manioc amer
36	Malanga, Taro,
37	Autres Racines et tubercules n.c.a. (radis, ayawoo, pannem, pois manioc...)
38	Champignons et truffes
Fruits et noix	
<u>Fruits tropicaux et subtropicaux</u>	
39	Avocats
40	Bananes & plantains
41	Tamarin,
42	Guayave
43	Corossol
44	Cachiman (None), pomme canelle
45	Mangues francisque
46	Autres mangues
47	Papayes
48	Ananas
49	Arbre véritable
50	Arbre à pain et diaka
51	Abricots
52	Quenêpe
53	Carambola
54	Autres fruits tropicaux et subtropicaux,. (<i>Dattes, jaquier, jaune d'œuf, sapotille, cayimite...</i>)
<u>Agrumes</u>	
55	Pamplemousses (Chadéque) et lemon
56	Citrons et limes
57	Orange
58	Orange amer
59	Autres agrumes, (Bigaradier,, tangerines, mandarines, clémentines,...)
<u>Raisins et baies</u>	
60	Raisins
61	Fraises
62	Autres baies (Mures, Framboises,...)
<u>Fruits à pépins et fruits à noyau</u>	
63	Cerises
64	Pêches
65	Grenadine
66	Grenade
67	Grenadia (fruit de passion)
68	Autres fruits à pépins et à noyau (Pomme , poire, Prune,...)
<u>Noix</u>	
69	Amandes
70	Noix de cajou (Anacardier)
71	autres noix (aki,...)

Cultures oléagineuses	
72	Arachides
73	Cocotiers
74	Autres cultures oléagineuses, (Tournesol, palmier à huile, roroli, ricin (Palma christi), palmiste, Médecinier beni...)
Cultures pour boissons et épices	
<u>Cultures pour boissons</u>	
75	Café
76	Cacao
77	Autres cultures pour boissons (Mabi,...)
<u>Cultures pour épices</u>	
78	Piments (capsicum spp.)
79	Gingembre,
80	Autres épices (cannelle, safran haiti, poivres, bois dine....)
Cultures sucrières	
81	Canne à sucre
Floriculture et Pépinières	
82	Floriculture
83	Pépinières plantes ornementales
84	Pépinières pour cultures
Cultures aromatiques et médicinales	
85	Thym
86	Vétiver
87	Autres cultures aromatiques et/ou médicinales,, (Citronnelle, Casse sec, Bois d'ortie, basilic, menthe, Anis, Tibaume, compagnie)
Autres cultures	
88	Cultures herbacées et autres cultures fourragères (Herbe de Guatemala, de Guinée, éléphant, herbe avion
89	Cultures textiles (Sisal, coton,...)
90	roseaux
91	Tabac
92	Autres cultures (roucou,...)
Autres occupations	
93	Jachères temporaires
94	Jachères permanentes
95	Bâtiments
96	Terrains incultes
97	Retenue d'eau
98	Forêt